No 18 – du 10 novembre au 23 novembre 1977

3 F

l'Humanité Rouge

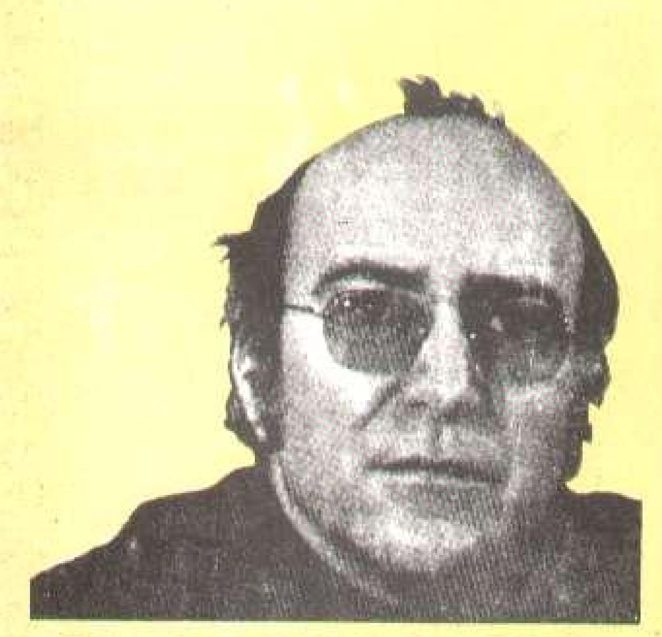
BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 766

Non !

à l'expulsion

à l'intervention



K. CROISSANT



POLISARIO

amis lecteurs

le texte intégral de l'important discours prononcé par notre camarade Jacques Jurquet à l'occasion du rassemblement national des communistes marxistes-léninistes de France le 6 novembre 1977 est disponible.

Commandez le auprès de nos diffuseurs et dans les kiosques où il est en vente avec le bimensuel No 18, au prix de 1 F, sous le titre «Sous le drapeau de la Révolution d'Octobre» (Edition spéciale du bimensuel)

EN AVANT POUR LES 60 MILLIONS

Des lecteurs nous demandent sur quelle période s'étend la souscription ? Voici à ce propos ce qu'écrivait le camarade Jacques Jurquet dans l'éditorial du bimensuel No 10 daté du 24 juillet 1977 : «Nos souscriptions ont rapporté successivement 40, 50, puis 60 millions d'anciens francs par an. (...) L'objectif qu'il est indispensable d'atteindre avant le 31 décembre prochain, s'élève à 60 millions d'anciens francs. Nous n'en avons pas dépassé le tiers pour l'instant.»

Nous commençons ici à publier la liste des souscriptions.

Le montant de la souscription s'élevait fin octobre à 22 millions

Deux camarades du Nord	100 F
Soutenons notre journal TM	20 F
Pour les 60 millions RJB	100 F
Supplément HR bimensuel JC	14 F
Suppl. à réab. YB	4 F
Un fidèle lecteur VE	500 F
Melle J CH	100 F
Vente aux enchères du «bouquet de la mariée»	450 F
Les travailleurs de l'agriculture ml de L	250 F
Soutien hebdomadaire ML	60 F
Sympathisants et camarades du Nord	50F
CD Orléans	161,45 F
Sup. Bim. HR JP	7 F
Sup. à réab. PG	10 F
" " "	44 F
YL	1 000 F
Sup. HR RA	30 F
.. .. R TH	10 F
.. ..EP et J	30 F
.. .. LB	100 F
.. .. RG	40 F
.. .. PJP	73 F
.. .. 130 F	
GA	47 F
Sup. HR LMY	7
.. ..	130 F
GA	47 F
Sup. HR LMY	72 F
JB	1 F
RL	200 F
Soutien permanent juillet	75 F
DM	
PH. M.	102 F
G CL	150 F
CD Chou En-lai	100 F
S EX	12 F
MR	1 800 F
Sup. HR EG	34 F
Soutien TJC	2 000 F
CD HR A. Marty	100 F
CD P. Sémard	250 F
Sup. HR TL	46 F
CD Marty H JP	150 F
Sup.	446 F
Son Librairie	1 000 F
Son Gardanne	100 F
Sup. réab.	50 F
Vente de timbres MO	165 F
Sup. C	12 F
Que vive l'HR DE	100 F
CM	1 F
Pour soutien financier	50 F
JF CC.	30 F
Sup. HRCB	14 F
LGR	10 F
Sup. ED	40 F
Pour lutte classe contre classe	150 F
Sup. HR qien	72 F
Sp. HL	50 F
Un camarade de Belgique	32 F
CD Clara Zetkin Sud	250 F
Pour un quotidien et un parti unique RL	70 F
Sup. TM	6 F
.. .. SC	14 F
.. .. BM	4 F
.. .. H MM	10 F
CD JB	229 F
Un lecteur étudients archi	10 F
Sup. HR JM	164 F
.. ..	vente 4,20 F
.. .. LGJ.	14 F
Sur mon maigre salaire	100 F
FP	200 F
CD Dombroski	54 F
Soutien	60 F
Pour que vive l'HR	200 F
«Aiguilleurs du ciel»	200 F
Sup..	10 F
.. ..	80 F
.. .. YB	5 F
TJC	3 500 F
Souscription librairie	300 F
Sup. à rab. VG	2 F
LCJ	100 F
Sup. PF.	40 F
.. .. MB	44 F
.. .. FP	44 F
.. .. SM 92 F	
.. .. GCH	6 F
.. .. BJ.	44 F
.. .. BJ.	44 F
.. .. MR	24 F
.. .. CJP	72 F
.. .. BTH	30 F
WAL	30 F
Une militante HR	100 F
Sup. HF	14 F
Sup. RG	20 F
.. .. VD	88 F
Librairie	130 F
Sup. RJP	12 F
.. .. MM	44 F
CD Delescluze	50 F
CD Jdanov	700 F
CD province G.	25 F
BM	500 F
CP.	1 000 F
Sup. JP	30 F
Une camarade de R	100 F
Sup. BA	40 F
.. .. CG	30 F
.. JY	30 F
.. LM	80 F
.. .. MG	80 F
.. .. JPL	10 F
Pour les 60 MILLIONS	400 F
CD Delecluze	100 F
B/L	150 F
CD M. Marty	250 F.
JM P Soutien HR	500 F
Souitne à notre journal	1 000 F
JCMLF Fête de l'Éssonne	472 F
Pour que vive le quotidien des travailleurs et qu'il reparaissent sur 8 pages	90 F
Sup. CJ	150 F
Soutien HR BL	150 F
Sup. TJF	44 F
EM	50 F
Anonyme	500 F
Première partie pour la souscription CD G. Routhier	500 F
Sup. MJN	44 F
.. .. OL	14 F
.. .. DM	150 F
.. .. LC JM	80 F
Souscription G. Sanz	160 F
Pour la souscription TG	100 F
Souscription permanente RR	200 F
Braderie -Lille	250 F

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



Les marxistes-léninistes lancent leur campagne électorale. Des candidats ouvriers et paysans. (Pages 4 et 6)



La Norvège aux avant-postes. (De notre envoyé spécial).

Sidérurgie : pourquoi la crise ? Les enseignements de la lutte d'Usinor. (Pages 20 et 21).

L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP – 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 4ème trimestre 1977
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef*, Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*

Les marxistes-léninistes lancent leur campagne électorale

Des candidats ouvriers et paysans

Dix neuf ouvriers de la métallurgie, cinq ouvriers d'autres industries, quatre petits paysans, douze autres militants, telle est la composition sociale des 40 candidats présentés le 6 novembre par le camarade Jacques Jurquet et qui participeront à la bataille politique des élections législatives sous le sigle *«Unité révolutionnaire des ouvriers, des petits paysans et des masses populaires»*.

Après le meeting nous avons rencontré certains d'entre eux, pour les présenter une première fois, rapidement, à nos lecteurs : qui sont-ils ? quel est leur combat quotidien ? quelle sera leur campagne ?

Ce sont des ouvriers et des paysans dans leur majorité, d'autres travailleurs aussi, enseignants par exemple. Cela montre bien quel est le choix des communistes marxistes-léninistes de France : présenter des candidats prolétariens, des militants anticapitalistes, révolutionnaires, présents dans les grèves, les luttes quotidiennes à la base contre le système capitaliste.

Certains d'entre eux sont d'anciens militants du PCF, exclus de ce parti dans les années 60, sous le qualificatif pro-chinois. Tous ont eu à affronter les dirigeants du PCF, de la CGT, de la gauche en général, car l'activité révolutionnaire de nos camarades ne plait pas à ces grands messieurs de la politique bourgeoise.

Voilà qui sont les candidats révolutionnaires : des militants pour la révolution prolétarienne, le socialisme et la dictature du prolétariat. Voilà les candidats que soutient le Parti communiste marxiste-léniniste de France, dans la bataille des législatives de Mars 1978.

LORIENT



Romain Le Gal
ouvrier municipal

arbitrairement poursuivi par le gouvernement Giscard, inculpé par la Cour de Sûreté de l'État et emprisonné pendant près de 6 mois sous l'accusation de reconstitution illégale du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

«La bataille portera essentiellement sur les pratiques de la mairie de gauche. Sur leurs pratiques vis à vis du personnel, les licenciements de femmes de service, la répression vis à vis de tous ceux qui osent lever la voix.

«La bataille portera aussi sur la politique du logement à Lorient. On a aussi un certain nombre de choses dans le dossier concernant le port de pêche et les dockers.»

PARIS XIXe



André Druesnes
ouvrier métallurgiste

délégué au congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France, le 31 octobre 1967.

«J'ai été choisi en partie parce que je suis un ancien militant du PCF, exclu comme pro-chinois. J'ai eu des responsabilités dans le PCF dans la lutte contre la guerre d'Algérie et dans l'amicale des locataires du XIXe par exemple.

«Je milite sur le XIXe de longue date. Sur le XIXe, le candidat du PCF est Fizbin, ancien candidat à la mairie de Paris. Je me suis opposé à lui dans les années 60, sur la question de Staline, de la Chine, de la Révolution. Ma candidature devrait avoir un impact auprès de militants de base du PCF qui me connaissent.

ORLEANS



Marie-France Manoury
ouvrière

«Je suis ouvrière à Orlane. J'ai été choisie comme candidate parce que nous avons mené une grève dure il y a deux ans. Nous avons gagné. La lutte était organisée par des femmes majoritairement. On a fait la grève pendant 15 jours et on a eu contre nous l'Union locale CGT.

«Ce qu'on va faire, entre autres, pour les élections c'est bien expliquer pourquoi on se présente. On a quelques problèmes aussi avec le patron qui veut nous vider, qui nous fait la chasse pour nos activités politiques.»

PARIS XVIII e



Claude LEBRUN
Ouvrier métallurgiste

(suite page 6)

Extradition, menaces d'intervention non !

Les bourgeoisies réactionnaires de tous les pays n'ont décidement pas fini d'exploiter le filon du «danger terroriste». La bourgeoisie française n'est pas la dernière en ce domaine. Deux affaires récentes le prouvent.

L'affaire Croissant tout d'abord. Depuis l'énorme manchette de France-soir citant le procureur de la république «vous êtes complice des assassins» jusqu'aux déclarations de Peyrefitte, ministre de la Justice affirmant «je pense que le refus de l'extradition est dépassé par les événements. A formes nouvelles de violences, il faut des moyens nouveaux pour les juguler», tout l'arsenal des moyens de propagande de la bourgeoisie a été déployé pour préparer l'opinion publique à un acte de répression sans précédent dans la période actuelle : l'extradition pour motifs politiques, l'assimilation du droit légitime de la défense à un crime de droit commun. Et ce, dans des conditions particulièrement grossières et scandaleuses puisque Giscard a été contraint de faire appel à Schmidt, chancelier de la RFA, pour gonfler artificiellement un dossier d'accusation qui se révélait trop ouvertement inexistant. La collaboration internationale qui se développe entre les bourgeoisies européennes a donc beau se camoufler sous le prétexte de la lutte antiterroriste, elle n'en apparait pas moins clairement comme une offensive réactionnaire tournée contre les masses populaires.

La seconde affaire est celle des menaces d'intervention militaire développée par la bourgeoisie impérialiste française à propos des Français éventuellement détenus par le Polisario.

Menaces qui ne sont pas que platoniques, puisque la flotte de guerre française a fait mouvement dans la Méditerranée, des troupes de choc ont été mises en état d'alerte, d'autres expédiées au Sénégal, et que les autorités militaires avouent elles mêmes «un léger renforcement» de l'encadrement par la France de l'Armée Mauritanienne. Toutes ces mesures sont contraires à la volonté de négociations (seules capables de régler de semblables affaires), dont de Front Polisario a, pour sa part, fait preuve.

La presse a fait grand bruit sur le fait que les français disparus au Sahara, dans la zone des combats, étaient des travailleurs. La bourgeoisie impérialiste française s'est bien gardée d'avertir des dangers que leur séjour dans la région comportait, puisque elle a toujours, jusqu'ici nié l'existence et la lutte du peuple saharaoui pour son autodétermination.

L'hypocrisie de l'argument bruyamment agité sur «la vie de Français menacés» apparait d'ailleurs au grand jour quand on compare avec la discrétion qui dans notre pays entoure les crimes racistes ou les accidents du travail qui font un mort toutes les minutes parmi les travailleurs français comme immigrés

Le pouvoir se montre d'une infime discrétion sur toutes les activités d'espionnage et de subversion que le social-impérialisme russe même quotidiennement dans notre pays et qui menacent la population dans son ensemble en l'exposant à des dangers futurs, réels ceux-là, et combien importants !

Il s'agit donc bien en l'occurence, d'un prétexte invoqué pour justifier une éventuelle agression contre les peuples du tiers monde qui menacent les intérêts impérialistes français.

Nous n'avons pas fini de voir brandir la menace du terrorisme pour justifier des offensives tournées contre notre peuple et les peuples du Tiers monde. Il est donc particulièrement important de développer une large mobilisation populaire contre toutes ces tentatives dès qu'elles se manifestent, pour leur infliger un échec complet.

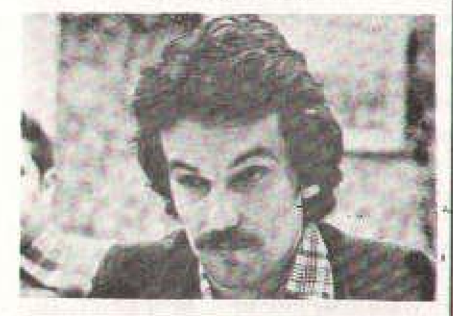
Annie Brunel

(suite de la page 4)
exclu anti-statutairement de la CGT en janvier 1974, puis licencié par le patron de l'Alsthom-St-Ouen le même jour. Aujourd'hui, rédacteur en chef de l'Humanité rouge (quotidien).

«Le 18e arrondissement de Paris est un quartier populaire où se trouve notamment le quartier de la Goutte d'or où la proportion de travailleurs immigrés est énorme. Ce sera un des axes de la campagne.

«Dans ce quartier, il y a aussi plusieurs centres de tri PTT dont celui du Landy qui a mené une dure lutte de classe au début de cette année. Nous adresser aux ouvriers des PTT sera un deuxième axe de la campagne».

RENNES SUD



Jean Gabriel Le Cam
électricien

«Par un concours de circontances, je travaille en ce moment à Citroën pour le compte d'une entreprise extérieure. La campagne sera l'occasion d'avoir une audience encore plus grande à Citroën où la répression fasciste est dure. L[illegible] ouvriers de Citroën même ne peuvent se présenter, à cause de la r[illegible]ression.

«La circonscription de Rennes-Sud est une circonsciption où il y a aussi beacoup de paysans, en lutte contre la taxe de coresponsal[illegible]ité laitière. Ce sera l'occasion de renforcer l'unité ouvriers-paysans.

RENNES -NORD



René Monnier
Professeur
d'enseignement technique

«Moi, c'est un peu différent, je suis un intellectuel. La campagne devrait être un moyen de faire avancer les idées marxistes-léninistes et l'unité des marxistes-léninistes sur Rennes.

«Il y a une quantité de petits groupes, à Rennes, qui se réclament du marxisme-léninisme, comme Drapeau rouge par exemple. On a fait une proposition de candidature commune avec le PCR (ml). On attend leur réponse.

«On espère bien aussi que le suppléant sera un petit paysan. Quant à moi, je suis issu d'un petit village près de Rennes, qui est dans la circonscription.»

VAUCLUSE



Arthur Chave
petit paysan

«J'ai été choisi comme candidat parce que je suis un petit paysan et que j'ai aussi été ouvrier.

«Au début, j'étais dans le PCF puis j'ai été exclu comme pro-chinois. J'ai alors pris contact avec l'Humanité nouvelle qui est devenue après l'organe du Parti communiste marxiste-léniniste de France. J'ai trouvé là le moyen de continuer à lutter, pour mon idéal.

«J'ai toujours lutté avec les petis paysans et pour l'unité des paysans avec les ouvriers. De plus en plus de paysans deviennent sympathisants à nos idées, peu à peu. Pour préparer le voyage que je vais faire en Chine, certains sont déjà venus me donner les questions que je devais poser là bas. J'ai besoin de leur soutien et de leur encouragement pour faire la campagne électorale.

«On pourra avoir de l'influence auprès de gars qui, sans être dans les partis de gauche, votent à gauche. Ils avaient confiance avant, mais maintenant, avec toutes les magouilles, ils commencent à voir clair. Mardi passé, un gars est venu me voir et m'a dit de lui-même : «Vous présentez des candidats, j'espère...»

CLERMONT-FERRAND

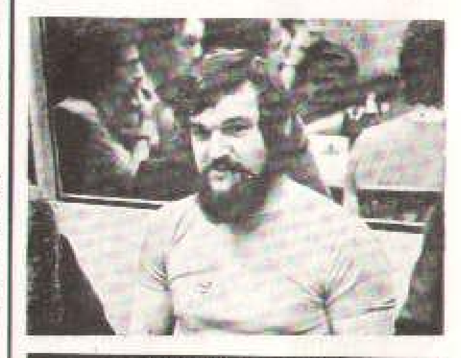


Jean-Michel Paljkovic
tourneur

«J'étais délégué syndical CGT, exclu de la CGT pour mes activités marxistes-léninistes. Nous avons fondé alors une section CFDT dont j'ai été élu délégué.

«Depuis que le secrétaire de la CGT a été élu au conseil municipal, il a laissé tomber la CGT. Les ouvriers syndiqués à la CGT ils ont vu cela et ils commencent à mieux comprendre ce que sont les élus de gauche. Pour nous, ça va être une occasion de montrer que l'on présente des candidats sur une base non pas électoraliste, comme celle-là, mais sur une base de lutte de classe, en restant liés aux ouvriers dans l'usine.»

BREST



Fernand Moysan
OS dans l'électronique

«Il s'est trouvé que j'ai dirigé deux luttes : sur un foyer de jeunes travailleurs et dans ma boîte l'année dernière. J'ai aussi des responsabilités syndicales.

«Il est important aussi pour l'Ouest de la Bretagne de dénoncer les activités du social-impérialisme russe qui pille le poisson et ruine les petits pêcheurs bretons. Les activités d'espionnage russe au large des côtes bretonnes aussi.

«Ça va être aussi l'occasion de rappeler nos positions sur le problème breton : le respect de la langue et des traditions culturelles et le principe de base «Travailler et vivre au pays.»

Procès de Klaus Croissant

Une parodie de justice

L'extradition pèse très lourdement sur Klaus Croissant. Dans cette affaire, la justice n'a été saisie que pour donner un semblant de légitimité juridique à l'extradition que veut, que prépare le gouvernement.

Du point de vue juridique, il ne fait pas l'ombre d'un doute que Croissant ne doit pas être extradé. Le droit bourgeois la jurisprudence tout s'y oppose. Et pourtant, il est fort possible, que l'extradition ait lieu. Le gouvernement aura tout fait pour cela. En particulier, il s'est livré à d'intolérables et grossières pressions sur les juges, et cela tellement ouvertement que «le Monde» a pu écrire : *«Les apparences ne sont plus mêmes sauvegardées»*.

Tribunal ou chambre d'enregistrement ?

La présence au procès du procureur Sadon, occupant le siège du ministère public, constituait un fait exceptionnel. Le gouvernement lui-même et non plus un simple magistrat, accusait par la bouche de Sadon.

L'intervention du procureur général a constitué durant une heure et demi, un véritable défi aux lois démocratiques de la bourgeoisie.

Sadon a affirmé que peu importait l'exactitude, la véracité, le bien-fondé de l'accusation. Il a appelé les juges à ne pas se soucier de faire la lumière là-dessus. Ils doivent admettre l'accusation. Il leur demande uniquement ceci : *«Il suffit de montrer s'ils (les faits reprochés à Croissant) sont punissables»*. Il continue en lançant cinq, dix, douze fois aux juges, qu'ils ne seront pas responsables de l'extradition, laissant donc entendre que tout est déjà jugé et qu'ils doivent apporter une caution à un acte qui bafoue la loi et la tradition juridique. Le tribunal n'est donc plus un tribunal mais une chambre d'enregistrement.

Des accusations arbitraires

Croissant a fait l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux. Or, jamais il n'a fait l'objet du moindre jugement et de la moindre condamnation. Malgré ceci, il a été emprisonné plusieurs fois en RFA, deux mandats d'arrêt ont été lancés contre lui et il a été emprisonné en France. Nous sommes donc dans l'arbitraire le plus total.

Le premier mandat d'arrêt porte toute une série d'accusations contre Croissant. Le procureur a dû toutes les éliminer devant leur inconsistance pour en retenir une seule : l'avocat aurait fourni des *«moyens de correspondance»* à ses clients emprisonnés.

C'est le seul délit de ce mandat punissable par la loi française. Mais aucune preuve matérielle n'existe qui démontre le bien fondé de cette accusation, laquelle est donc totalement arbitraire. Ce qui fera dire à Maître Dumas défenseur de Croissant, devant un dossier aussi creux : *« On comprend pourquoi un second mandat est arrivé»*.

Ce second mandat accuse Croissant d'avoir favorisé le meurtre de plusieurs policiers, du procureur général allemand Buback, d'un banquier, et l'enlèvement de Schleyer. Les avocats répondront que Croissant aurait bien du mal à favoriser ces deux dernières actions puisqu'il était en France à l'époque et même en prison au moment de l'enlèvement.

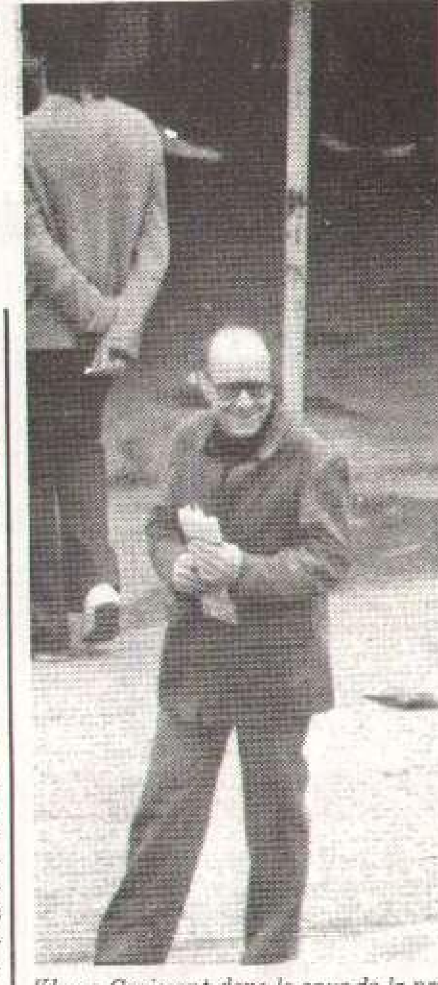
Les seuls faits nouveaux de ce dossier concernent donc non pas Croissant mais les membres du groupe Baader.

Jamais la participation de Croissant aux actions de ce groupe n'a pu être prouvée et pour cause, ni même l'accusation de les avoir favorisées.

Ce nouveau mandat est aussi creux, sinon plus que le précédent,.

Nous sommes donc ici en présence d'une manipulation crapuleuse des gouvernement français et allemand accusant Croissant des délits commis par d'autres.

Sadon va ensuite accuser Croissant d'avoir *transformé son cabinet en base d'appui au service des semeurs d'apocalypse*. Ce à quoi Croissant répondra que c'était impossible étant lui-même surveillé de très près depuis des années, étant écouté, son cabinet ayant souvent été perquisitionné.



Klauss Croissant dans la cour de la prison de la Santé.
(photo Apesteguy/ Gamma)

Ainsi donc l'accusation ne repose sur rien, sur aucune preuve matérielle.

Non à l'extradition

Bien qu'il n'ait pas pu prouver la thèse de la complicité, le gouvernement la maintient quand même.

Ce qu'il veut prouver ensuite c'est que cette complicité porte sur des actes non politiques, de droit commun.

Malgré la loi 1927, principal texte en matière d'extradition, Sadon nie le caractère politique de la défense par Croissant des membres du groupe Baader. C'est là de nouveau,une violation de la légalité bourgeoise, c'est passer outre les lois et toute la jurisprudence française sur l'extradition.

Sadon écarte un texte qui fait autorité en la matière et qui s'oppose à l'extradition.

Nous devons lutter pour empêcher l'extradition.

Henri MAZEREAU

La pénétration de l'appareil d'Etat

Un atout pour le PCF

Les dirigeants du PCF ont un projet politique clair et cohérent. Il s'agit de prendre en main l'appareil d'État bourgeois pour le faire fonctionner à leur profit politique. Ils ont d'ores et déjà placé des hommes à eux dans tous les rouages de la vie économique du pays. Cela leur permet de tenir déjà à jour des dossiers sur un certain nombre de personnalités connues, de gérer des services et des entreprises nationalisées. Cette pénétration est un atout précieux dans la rivalité qui les oppose au PS, leur concurrent direct à la gestion du capitalisme.

Le PCF dans les PTT

Les exemples ne manquent pas pour présenter ce que fait le PCF dans cette administration. La propagande qu'il développe pour le renforcement de la hiérarchie est importante dans ce secteur et pour cause ! Il se paye le luxe de détenir de hauts postes de responsabilités. Telle haute personnalité de la Recette principale du Louvre à Paris est au PCF. Il participe à la gestion de ce grand centre de distribution de Paris. Telle haute personnalité des Chèques postaux d'Orléans est inspecteur central, il contrôle ainsi un service entier et peut faire trimer les gens.

Frischmann, secrétaire national de la Fédération CGT des PTT est au Comité central du PCF.

Au niveau du petit encadrement, le PCF a de multiples représentants qui selon les témoignages recueillis auprès des travailleurs des PTT, sont les pires exécutants de l'administration.

A Orléans-gare, tel chef de brigade se paye le luxe de distribuer des procès-verbaux pour une minute de retard à la pause. Il livre à l'administration les auxiliaires qui lui déplaisent et s'arrange pour les faire mettre à la porte.

Il ne s'agit là que d'un petit aperçu et nous invitons nos lecteurs à nous écrire très nombreux pour compléter le dossier.

A la direction générale de l'équipement de la région parisienne

Un des cinq directeurs adjoints de service régional (qui a rang de préfet) est au PCF. Le PCF cherche à cet endroit à développer son influence, ce qui lui permet de pouvoir magouiller avec les municipalités qu'il contrôle pour obtenir des contrats et étendre son emprise politique.

A la SNCF

L'exemple du chef de la gare internationale et chef de l'Agence d'exploitation à Modane, par ailleurs maire et Conseiller général «communiste» est une illustration bien vivante de ce que peut produire le PCF depuis qu'il a totalement et irrémédiablement rejoint le camp de la bourgeoisie.

Dans la presse

Dans certains endroits si un gars veut accéder à un poste assez élevé dans la hiérarchie, il faut avoir ou prendre sa carte au PCF sans cela on n'a rien.

Dans la presse, le PCF contrôle par l'intermédiaire de la FFTL-CGT une grande partie de l'embauche. Il peut se payer le luxe d'être le premier groupe de presse de France avec quatre quotidiens et des tas d'hebdomadaires.

Chez les flics

Non seulement les dirigeants du PCF se payent le luxe d'exiger l'augmentation des effectifs de flics, mais c'est un membre de la Fédération de Paris de ce parti qui est le secrétaire général du syndicat autonome de la police.

Chacun pourra voir l'intérêt que peut représenter le fait d'avoir des pions chez ceux qui sont les plus fidèles exécutants de la politique de la bourgeoisie en matière d'ordre.

Yves LEPIC



Le dénommé Chaunac, membre de la fédération de Paris du PCF dirige le syndicat autonome de la police.

Cet article est un premier pas dans la compréhension de ce que représente le PCF aujourd'hui dans notre pays. Il manque certainement d'exemples pour mieux dénoncer ceux qui se déguisent en marxistes pour mieux attaquer et duper les travailleurs. Il y a de grands absents dans les exemples énoncés.

Ce qui est important à partir de ces quelques aspects partiels, c'est de poursuivre le travail déjà accompli, de le systématiser et de faire ressortir ce qui est symbolique dans la politique d'infiltration du PCF. Cela, nous ne pouvons le faire sans nos lecteurs, nos amis, nos camarades.

Travailleurs immigrés

Abattre les mesures Stoleru

URGENT
SODIAM - FIAT
embauche
COMPTABLES HMES
ETRANGERS S'ABSTENIR
Se prés. 173, av. Pierre-Brossolette, 92-Montrouge.

Offre d'emploi raciste dans France soir

Jeudi 27 octobre, le Conseil d'État entrait en contradiction avec le secrétaire d'État aux travailleurs manuels, Stoléru, quant à la légalité de l'interdiction des familles d'immigrés en France. Bien sûr, cela n'alla pas jusqu'à décider d'abolir le projet de décret décidé par Giscard et le gouvernement. Mais il y a plus de souplesse dans cette décision, plus de démagogie.

Stoléru ne s'embarrasse pas de légalité constitutionnelle ou d'autre légalité. Il poursuit son idée qui est celle aussi des monopoles dont il est l'un des représentants. Il a pris l'avion pour les pays du Maghreb pour tenter de se justifier. Il a attaqué la presse prétenduement coupable d'avoir «dévoilé» l'illégalité de l'interdiction des familles d'immigrés en France. Il est même allé jusqu'à prétendre que la note du 1er octobre n'interdisait pas la venue des familles en France ou tout du moins leur séjour. Il accuse la presse d'avoir déformé ses intentions !

Pourtant, il est bien dit dans la note du 1er octobre : *«Les pratiques actuelles ont en effet montré qu'il n'est pas bon de maintenir l'immigration familiale et en même temps de protéger la situation du marché de l'emploi en opposant la situation de l'emploi lors de la délivrance de la carte de travail.*

«Cette mesure serait à la fois inefficace et dangereuse (...). C'est pourquoi, il apparaît nécessaire de suspendre à titre provisoire l'immigration familiale».

Voilà bien Stoléru pris en flagrant délit de mensonge !

Quelle est la situation des immigrés dans notre pays ? Depuis l'annonce des mesures Stoléru, les expulsions se sont multipliées, la préfecture de Paris abriterait dans ses caves des cellules pour faire partir les immigrés le plus vite possible. C'est une autre prison illégale. N'est-il pas connu que dans certains commissariats on tabasse ? Ne se dit-il pas dans les milieux immigrés qu'à Orléans-la-source ou à Orange, les flics tabassent les immigrés avec plus de férocité qu'ils ne l'ont jamais fait depuis la guerre d'Algérie. A la frontière espagnole, des familles ont été repoussées, interdiction leur a été faite de rejoindre leurs parents en France. Bref, autant de faits qui contredisent les déclarations tonitruantes de Stoléru.

Dresser le constat de recul apparent de Stoléru, dresser le constat du renforcement de la répression à l'égard des immigrés dans notre presse n'est pas suffisant.

Aujourd'hui que doit-on faire ?

Expliquer la nature réelle des mesures Stoléru qui rendent les immigrés responsables de la crise et du chômage, incitent au racisme et veulent accentuer la division entre Français et immigrés. Pour faire ce travail,

Nous pensons à plusieurs possibilités. L'organisation par l'union régionale parisienne CFDT d'un meeting de protestation est une bonne chose. Mais c'est partout, au niveau de chaque section syndicale que la lutte doit pouvoir se mener et déboucher sur des propositions d'actions concrètes associant Français et immigrés. C'est une tâche internationaliste d'importance. Il est possible d'associer les sections syndicales, à des actions communes avec des organisations de masse antiracistes comme le FASTI.

Chaque fois que c'est possible, encourager l'éclosion de comités de soutien quand un travailleur immigré est victime des flics ou de la justice bourgeoise comme cela est le cas pour Ben Dhiaf, ou à Sérignon dans le Vaucluse. Les marxistes-léninistes proposent de témoigner de la solidarité avec des luttes contre les expulsions de travailleurs immigrés. C'est aussi une chose très importante d'enquêter sur l'existence bien réelle des prisons clandestines qui vont très certainement se multiplier. Dans toute l'activité d'agitation-propagande, les communistes de l'Humanité rouge réserveront toute sa place au juste et nécessaire combat de classe antiraciste, anticolonialiste. Ce n'est qu'à ce prix et en jetant nos forces dans la bataille que nous pourrons réellement dépasser le simple stade de la constatation ou de la révolte contre le racisme.

Yves LEPIC

Travailleurs Français-immigrés construisent leur unité dans les luttes



En bref

BARRE : + 9,7 %

Plus de 9,7%, ce n'est pas la cote de Barre au dernier sondage, mais la hausse des prix ces douze derniers mois.

Plus Barre «lutte» contre la hausse des prix, plus ils augmentent ! C'est à croire qu'il le fait exprès... Au premier conseil des ministres de ce mois de novembre, le gouvernement est reparti en guerre contre les prix (c'est lui qui le dit). Le budget 78 prévoit une augmentation des prix de 6%, ça c'est bien, dit Barre, 8% ça pourrait encore aller, mais 9 % c'est trop...surtout à la veille des élections de mars 78.

APALATEGUI AMNISTIÉ

Mercredi 2 novembre, le tribunal de Madrid a accordé l'amnistie au militant basque Apalategui. Apparament, il s'agit d'une application pure et simple d'une nouvelle loi espagnole. Selon cette loi, sont amnistiés les délits commis après le 15 juin mais sans effusion de sang.

Or, Apalategui est accusé d'avoir participé à l'enlèvement de l'industriel basque Javier de Ibera. Cet enlèvement s'est déroulé avant le 15 juin. L'industriel a été exécuté après le 15 juin, mais à cette époque, Apalategui était emprisonné en France. Il pouvait donc en toute logique bénéficier de cette loi d'amnistie espagnole.

Toutefois, il ne faut pas cacher que c'est bel et bien l'énorme mobilisation qui a soutenu et défendu Apalategui, qui a aujourd'hui permis qu'il soit amnistié. L'amnistie d'Apalategui est une victoire de la mobilisation de nombreux démocrates et révolutionnaires, au pays basque, en Espagne et en France.

LEVESQUE A PARIS

La visite de René Levesque, Premier ministre du Québec à Paris a été tout en nuances. Dans dix huit mois environ, se tiendra au Québec un référendum qui pourrait accorder une certaine indépendance à ce qui est aujourd'hui une province du Canada.

Levesque s'assure des arrières au cas où ce référendum l'amènerait au pouvoir. Il a promis au gouvernement français de développer les relations franco-québécoises, notamment, la Noranda Mines pourrait fournir aux capitalistes français d'importants stocks de cuivre à un prix stabilisé.

12 HEURES DE RACISME ANTIARABE

«Vive l'idéal sioniste», «Israël est en danger, Juifs, vous êtes en danger, mobilisez-vous pour Israël», «danger de l'impérialisme arabe ! », ce sont là quelques uns des slogans affichés lors des douze heures pour Israël, organisées à Paris le dernier dimanche d'octobre.

Douze heures pendant lesquelles les orateurs, les panneaux, les chanteurs, les défilés de mannequins vantaient l'Etat raciste et agressif d'Israël, calomniaient le peuple arabe et le peuple palestinien, chassé de ses terres par les sionistes israéliens.

Tout cela au nom de la lutte contre le racisme antijuif, (l'antisémitisme), comme si la lutte contre le racisme (contre tous les racismes) et la défense de l'Etat d'Israël (Etat raciste anti-arabe) étaient la même chose ! Tout cela dans un climat mondain et policier, avec fouille à l'entrée de la salle ! Une assez belle image de cet Etat policier israélien où les Juifs progressistes ou révolutionnaires sont persécutés tout comme les Arabes !

HO Chi minh-ville (Ex-Saigon)



Succès dans le traitement des drogués

Pendant l'année écoulée, le centre de traitement des drogués de Ho Chi minh-ville, ex-Saïgon, a soigné et guéri plus de 1 200 personnes. Ce centre, appelé «école de réhabilitation de la dignité des jeunes» applique un traitement basé sur la combinaison de la rééducation de l'homme avec la transformation générale de la société.

98 % des malades traités au cours de cette année étaient des jeunes âgés de 15 à 35 ans. La plupart d'entre eux se droguaient depuis deux, cinq, ou même 10 ans.

Ils avaient commencé à l'époque florissante du commerce des stupéfiants auquel se livraient les officiers et les fonctionnaires de haut rang du régime de Thieu, soumis à l'impérialisme yankee.

L'extension de la culture du pavot, du commerce et de l'usage des stupéfiants a toujours fait partie de la politique impérialiste en orient, depuis la guerre de l'opium en 1840, au cours de laquelle les anglais imposérent à la Chine la culture et la consommation d'une quantité contingentée de pavot jusqu'à la colonisation française et à la guerre d'agression américaine au Vietnam.

L'introduction massive de GI's au Sud-Vietnam a multiplié le nombre des drogués qui de 30 000 en 1954 était passé à 100 000 en 1975. De nombreux jeunes malades du centre ont reconnu qu'ils avaient eu recours à l'usage de la drogue pour oublier la peur d'être entrainés dans la guerre d'agression déclanchée par les américains.

D'autres par désespoir devant une société où régnaient l'injustice et l'oppression. La drogue entrainait pour eux des maux en chaîne : tous avaient volé plus ou moins, 50 %avaient commis des actes de brigandage, 2 % des meurtres.

Du point de vue médical, le centre applique un traitement qui associe la médecine occidentale et la médecine traditionnelle. Pour prévenir les crises morbides, on a recours à l'acupuncture . Ces crises, très pénibles, disparaissent ainsi au bout de une à six séances. La période de convalescence dure de 5 à 30 jours. Un régime alimentaire spécial, des exercices respiratoires, facilitent la guérison. Le traitement tient compte des données psychologiques : respect de la dignité des drogués, compréhension de leurs souffrances. En plus des soins médicaux qu'ils reçoivent, ils sont encouragés à rétablir leur dignité, à apprendre un métier pour devenir des hommes et des femmes utiles à la société nouvelle qui s'édifie.

Médecins et responsables politiques de ces secteurs sociaux estiment que pour enrayer définitivement ce fléau social, l'essentiel est de «soigner la société», c'est à dire de couper tout trafic de stupéfiants, de réformer les victimes et la société toute entière. Cela exige la mobilisation d'un vaste mouvement populaire contre le commerce de contrebande et l'usage de stupéfiants.

Au cours de leur traitement, les malades apprennent des métiers variés, électricien, menuisier, et autres.

Aprés leur guérison, nombre d'entre eux se joignent aux brigades de jeunes volontaires pour l'édification des nouvelles régions économiques.

Une attention semblable est prodiguée aux ex- prostituées, aux mendiants, aux jeunes délinquants qui étaient légion dans l'ancienne Saïgon sous la botte américaine.

1300 prostituées, traitées dans trois «écoles de réhabilitation des femmes dans leur dignité» ont recommencé une vie décente après avoir été guéries de la syphillis et avoir appris un métier. Plus de 1 000 autres sont en cours de traitement et peuvent suivre également des cours poli iques qui leur permettent de comprendre l'oppression dont elles ont été victimes.

Des cours d'alphabétisation et des cours d'enseignement complémentaire ont été ouverts à leur intention.

Toujours à Ho Chi Minh Ville, 2 100 mendiants et vieillards coulent maintenant des jours paisibles, assurés du vivre, du couvert et des soins médicaux. 1 120 enfants vagabonds, âgés de moins de 16 ans, apprennent à découvrir qu'ils ne sont plus seuls dans la jungle de la société et, grandissent entourés de sollicitude et d'affection.

Une vie nouvelle et heureuse a commencée pour toutes les victimes de l'ancienne société, démontrant à elle seule l'immense supériorité du systéme socialiste.



La Norvège aux avant-postes

De notre envoyé spécial Jacques DUROC

La Norvège, avec l'archipel de Svalbard et 2 000 kilomètres de façade sur la mer du Nord et celle de Barentz, est une zone stratégique de la plus haute importance.

Aux mains de l'URSS, ce serait la voie libre pour ses flottes du Nord et de la Baltique, la possibilité de bloquer l'Atlantique et couper l'Europe de tout appui sur son flanc Nord.

Aux mains des USA, c'est la possibilité de bloquer les seules sorties maritimes de l'URSS sur son flanc Nord.

Déjà en 1940, Angleterre et Allemagne avaient leurs projets d'invasion de la Norvège ; prévu pour le 17 avril, le projet anglais fut simplement devancé par Hitler (le 9 avril) !

Pour l'URSS, aujourd'hui dans le rôle de l'Allemagne hitlérienne, l'enjeu est encore plus vital : elle n'a pas d'autre issue praticable sur l'Atlantique Nord.

L'énorme potentiel militaire concentré dans la base de Kola et à Léningrad en Baltique ainsi que les pressions, manœuvres et actes de pirateries de l'URSS sur les côtes norvégiennes et l'archipel de Svalbard ne laissent planer aucun doute : l'URSS pays de la paix et de la détente, ça ne passe pas en Norvège ! Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir au contraire en elle un agresseur qui prépare son coup, un rapace avide et menaçant. *«Dès le premier jour de la 3è guerre mondiale, l'URSS envahira la Norvège»* : voilà ce que l'on est vite amené à penser, et cette éventualité n'a rien d'une hypothèse d'école pour les Norvégiens !

Les Etats Unis ne sont évidemment pas en reste : ils ont sans doute des bases secrètes en Norvège où l'OTAN fait de nombreuses manœuvres ayant pour objectif l'occupation du pays et la neutralisation d'ennemis intérieurs (1).

Les social-démocrates actuellement au pouvoir en Norvège (depuis 1935 presque sans interruption) s'opposent à tout cela avec bien peu de fermeté, mènent à l'égard de l'URSS un... politique d'apaisement, lourde en fait de danger et ont d'ores et déjà abdiqué, pour la défense du pays, tout pouvoir au profit de l'OTAN. Il est connu en Norvège que certains dirigeants de l'Etat, du parti social-démocrate (DNA) vont prendre leurs ordres à l'ambassade US.

(1) En 73, un rapport de l'OTAN divulgué par un soldat prouve que les exercices de l'OTAN sont dirigés contre «l'ennemi intérieur» (jeunesse, étudiants, ouvriers, etc.). Le soldat, Narve Tredal, est arrêté. Cela a suscité un grand débat sur la «loyauté» auquel ont activement participé les marxistes-léninistes. La condamnation a été annulée en appel (le soldat a eu tout de même 8 jours d'arrêt, pour une autre raison !).

Le Parti marxiste-léniniste norvégien mène une campagne constante contre les ingérences russes et le capitulationnisme du gouvernement. Il organise des manifestations, notamment à l'occasion de l'anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Il lutte aussi pour que la Norvège quitte l'OTAN, mobilise la population contre les manœuvres militaires ou réunions de «travail» de l'OTAN en Norvège.

SUR LE PLAN INTERIEUR

Soumise au pressions incessantes des deux superpuissances, la Norvège n'en est pas moins un pays capitaliste développé, monopoliste et impérialiste.

La découverte du pétrole en mer du Nord à la fin des années 60 a pu faire croire aux monopoles norvégiens qu'ils passeraient à côté de la crise : ils ont considérablement investi en Norvège moyennant d'énormes emprunts et la dette extérieure s'élève à 100 milliards

La Norvège compte quatre millions d'habitants ; sa superficie : 386 000 km2 (dont 62 000 pour Svalbard) ; 9 000 km2 cultivés, 83 000 de forêts et 152 000 au dessus de la limite des arbres.

Les partis bourgeois (tous financés en Norvège par l'Etat) et leurs résultats aux dernières élections cette année :

* DNA : Parti du travail (social démocrate) 42 %
* SV : Socialistes de gauche 4,2 %
* NKP : Parti «communiste» 0,4 %
* Pour la droite, l'Hoyre (droite : conservateur) est le principal parti ; les autres (Parti agraire, chrétien, libéral) se partagent moins de 20 % des voix.

Le Parti communiste marxiste-léniniste (AKP ml), dans le cadre d'une «Alliance électorale rouge» s'était également présente et a obtenu 0,6 % des voix.

• La presqu'île de Koula en URSS

la base russe de la presqu'île de Kola est la plus grande du monde.

- La Flotte du Nord :
500 navires dont 55 de gros tonnage
175 sous-marins dont 92 nucléaires
- 700 avions de rayon d'action 2 000 km (bombardiers) à 6 000 km ; 40 aéroports
- Entre les villes de Mourmansk et Pechenka (à 20 km de la frontière norvégienne), 2 divisions motorisées (soit 10 000 hommes) et une base d'infanterie de marine : 4 000 hommes et des bateaux porteurs d'un bataillon (350 hommes chacun)
- Sont également présentes des forces nucléaires stratégiques dont les chiffres sont inconnus.

Cette énorme armada procède à de multiples manœuvres, parfois en même temps que l'OTAN. Une manœuvre courante consiste à amener une puissante flottille en vue des côtes norvégienne... et à faire demi-tour ! Exercice évident d'invasion de la Norvège.

La flotte de la Baltique comptait 600 navires dont 60 de gros tonnage et 70 sous-marins. De Léningrad, centre des forces de la Baltique, les troupes d'invasion russes peuvent être à Oslo en un jour. Il en faut 3 aux forces de l'OTAN stationnées dans la base allemande la plus proche.

La Norvège dispose de son côté de 5 000 soldats. Il lui faudrait une semaine pour mobiliser et ramener au Nord les troupes mobilisées !

Une déclaration de l'ancien ministre des Affaires étrangères norvégien donne une indication sur l'état d'esprit des dirigeants du pays, *«le but de la force norvégienne, c'est d'appeler les Américains au secours»* !

• Les îles Svalbard

Ces îles, reconnues universellement comme norvégiennes, contrôlent la sortie de Kola. Aussi les manœuvres de l'URSS pour s'en emparer sont nombreuses ; ils y ont construit une colonie : Barentsburg, en s'appuyant sur le traité de Versailles qui donnait aux signataires le droit de participer à l'exploitation économique des îles tout en la déclarant zone démilitarisée. La Norvège ne reconnait évidemment pas ce traité impérialiste et l'URSS est le seul pays à «l'appliquer» ! Ce ne sont pas les minerais qui l'intéressent bien sûr : un reporter de Klassekampen, le journal du Parti marxiste-léniniste norvégien (*), y a observé la présence d'hélicoptères militaires, l'an dernier. Le gouvernement norvégien s'est rendu aux arguments des Russes qui ont prétendu qu'il s'agissait d'engins civils, sans même vérifier !

Barentsburg est administrée par les Russes qui ont eu l'audace d'y inviter un ministre norvégien en tournée dans l'archipel ! (il a refusé) : Ils y ont leur police, leur poste et une mine sur laquelle les Norvégiens n'ont pas droit de regard !

Ils ont aussi essayé d'imposer, sous divers prétextes, leur présence et de fait leur contrôle sur l'aéroport de la ville norvégienne (Longyearbyen) !

• La frontière maritime

Les Russes refusent l'application du droit internationalement reconnu en la matière : la frontière est la ligne dont les points sont à égale distance des 2 côtes (médiane). Ils ont inventé une nouvelle règle : la ligne au pôle ; cette frontière a l'avantage de lui attribuer des milliers de km2 de plateau continental supplémentaires !

(*) Klassekampen est quotidien et diffusé à environ 15 000 exemplaires ; un supplément hebdomadaire est diffusé à 27 000. A titre de comparaison, le NKP (révisionniste «brejnévien») n'a qu'un hebdomadaire distribué à 6 000 exemplaires. Même le Parti socialiste de gauche (SV), également pro-russe, avec lequel, le NKP avait prévu une fusion que Moscou a arrêtée (le SV n'étant pas assez «sûr» sans doute !) diffuse à 18-20 000 un hebdomadaire uniquement. Le plus grand quotidien bourgeois (celui du DNA) tire à 200 000.

«Bien que presque toutes illégales, les grèves sont de plus en plus nombreuses»



de couronnes (1 couronne égale à peu près 1 F).

La baisse de production s'est accrue ; elle va être brutale et s'aggraver très vite : c'est déjà le cas pour la situation des travailleurs.

Le pétrole n'a pas apporté l'opulence ; d'ailleurs son exploitation est contrôlée par l'impérialisme occidental (à plus de 50 %), US en particulier, mais aussi italien et français : la Société nationale française ELF passe pour championne de la corruption en Norvège !

Les monopoles norvégiens luttent pour le contrôle de ce pétrole, au moins pour les gisements qui seront mis en exploitation pl.s au Nord. Ils espèrent en con-côler l'exploitation .. plus de 50 %.

Mais pour les travailleurs, c'est le chômage qui augmente (malgré les affirmations officielles : du point de vue du camouflage, on est largement aussi expert en Norvège qu'en France), les salaires qui baissent dans de nombreuses branches.

Il y a aussi 70 000 immigrés, Turcs et Pakistanais étant les plus nombreux.

C'est peut-être en Norvège que Stoléru a été chercher ses mesures contre l'immigration des familles, par exemple cela se fait déjà là-bas !

Les capitalistes norvégiens ont aussi imaginé l'immigration de groupe avec contrat de groupe : il s'agit de travailleurs importés pour un travail précis qu'ils ne peuvent quitter sous peine d'être aussitôt expulsés. Il est aussi entendu qu'en fin de contrat, c'est le retour au pays. Dans ces conditions, fréquentes et en plein essor dans le secteur pétrolier notamment, c'est du pur esclavage : en mer du Nord, c'est 42 jours de suite sans arrêt à 12 heures par jour, pour un salaire deux fois moindre que celui des Norvégiens ! Turcs et Pakistanais y retrouvent Portugais, Mexicains, Espagnols et... maîtrise américaine particulièrement raciste.

Il y a des grèves pour l'égalité des conditions de travail et de salaire pour les immigrés, à Rafnes par exemple (grande raffinerie de 4 000 ouvriers).

La Norvège ressemble à bien des égards aux autres pays d'Europe : c'est un pays du 2e monde, monopoliste, impérialiste, ou «socialistes» et «communistes» s'entendent depuis longtemps, au gouvernement ou à la tête des syndicats, pour organiser l'exploitation des travailleurs et la paix sociale, avec les mêmes arguties que notre gauche française : soutien à l'économie nationale, nationalisations, etc. Sa position stratégique dans l'affrontement entre les deux superpuissances montre avec une clarté plus vive que chez nous ce que cachent leurs discours sur la détente et quelle est la nature impérialiste de l'URSS.

Ce sont là des bonnes bases pour avancer dans l'unité des peuples d'Europe contre leurs bourgeoisies réactionnaires et leur tendance capitulationniste, et contre les deux superpuissances : l'exemple de la Norvège montre l'urgente et impérieuse nécessité de construire cette unité et révèle qui s'y oppose et qui y contribue.

Le syndicat et les luttes

Le syndicat LO auquel appartiennent 700 000 travailleurs (il y a un million d'ouvriers en Norvège, soit 65 % de la population active) est dirigé par les sociaux démocrates du DNA (Parti du travail) qui dirige en même temps l'Etat. Il organise la collaboration de classe sous couvert de soutien à un gouvernement populaire. Les grèves ne sont autorisées que lors des discussions pour le renouvellement des accords syndicats-patrons et Etat, c'est-à-dire tous les 2 ans ! Autant dire que les grèves sont illégales, avec la bénédiction des dirigeants des syndicats et les grèves illégales (elles sont de plus en plus nombreuses) n'ont pas le soutien du syndicat ; il existe de très nombreux comités de soutien permanents qui interviennent immédiatement.

Le parti «brejneviste» infiltre le syndicat, pousse au développement des échanges avec l'URSS et participe activement à la «chasse aux sorcières» contre les marxistes-léninistes, et les éléments combatifs de la classe ouvrière que les dirigeants syndicaux tentent d'exclure. Exemple récent : un docker d'Oslo. Ses camarades unanimes ont empêché son exclusion.

L'URSS de son côté multiplie les invitations aux syndicats norvégiens. Certains dirigeants sont membres de l'Association d'amitié URSS Norvège.

Des luttes se développent aussi dans les vieux quartiers des grandes villes que les promoteurs veulent utiliser autrement. Ainsi une lutte violente a opposé récemment les locataires d'un quartier ancien aux flics venus pour les expulser.

Une riposte de masse

Deux employées du métro déchirent et lacèrent des affiches publicitaires pour publications pornographiques : elles sont licenciés. Un large mouvement se développe aussitôt parmi les femmes : elles investissent des officines pornographiques et brûlent dans la rue les publications qui y sont vendues. Le principal producteur de ce genre de marchandise met sur pied une milice...

Dans cette lutte contre la pornographie, le Front des femmes, à l'initiative des marxistes-léninistes, est très actif : il a participé à un débat télévisé sur cette question. Le mouvement continue à s'amplifier. Les syndicats qui avaient refusé de soutenir les deux travailleuses licenciées ont dû le faire, sous la pression des masses : elles ont été réintégrées.



Zimbabwé (Rhodésie)

L'URSS DENONCEE

La condamnation du rôle de l'Union soviétique par Robert Mugabe, lors de sa récente visite en Chine éclaire d'une façon particulièrement vive le rôle de l'URSS dans les mouvements de libération en Afrique australe.

Tout en remerciant les Chinois pour leur aide désintéressée à la lutte du peuple zimbabwe, il a déclaré :

«La soi-disant aide du social-impérialisme a des buts sinistres. Avec cette aide, ce qu'ils désirent, c'est obtenir des sphères d'influence et atteindre l'hégémonie ainsi que mettre leurs marionnettes au pouvoir.»

Mugabe, a aussi expliqué l'attitude à avoir face aux deux superpuissances :

«Tout pouvoir impérialiste à travers l'histoire s'est posé en ami et allié des peuples quand leurs intentions réelles sont de les opprimer, d'exploiter et de piller leurs ressources. Aujourd'hui, chacun connait les intentions du vieil impérialisme US mais beaucoup n'ont pas encore vu à travers le masque socialiste de l'URSS.

«Les mouvements de libération doivent adopter une attitude ferme de principe contre les deux superpuissances impérialistes. Nous devons compter sur nos propres forces et ne jamais accepter qu'une force étrangère dise qu'elle est le meilleur mouvement de libération nationale ou quelle politique suivre. C'est à nous de le décider.

«Un peuple mobilisé, voilà la vraie force dans tout pays ! Quand un peuple est en éveil, et mobilisé, il peut faire toute sorte de miracle».

Robert Mugabé est le dirigeant de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) mouvement de libération qui mène la lutte armée contre les autorités racistes rhodésiennes. Ce mouvement est une composante du Front patriotique.

La population blanche de Rhodésie a diminué de 8 737 personnes au cours des neuf premiers mois de l'année, soit deux fois plus que l'an dernier au cours de la même période. C'est le plus grand nombre de départs depuis 1964.

La cause de ces nombreux départs est le développement considérable de la guérilla menée par le Front patriotique.

Azanie (Afrique du Sud)

L'ISOLEMENT

L'attitude des pays impérialistes envers l'Afrique du sud a changé. Trois pays occidentaux : la France, les USA et la Grande-Bretagne ont décidé de voter pour un embargo obligatoire sur les armes. Les Etats-Unis se montrent à la pointe du combat avec à sa tête Rockfeller pour condamner l'apartheid.

Curieuse, cette nouvelle attitude quand on connait tous les liens économiques qui unissent les USA à l'Afrique du Sud et quand on sait que la France a équipé toute l'armée raciste. Pourquoi ce changement ?

Il existe diverses raisons. L'Afrique est un débouché important pour tous ces pays capitalistes. Les pays africains ont établi un rapport de force tel que les impérialistes sont contraints de céder sur certains points dont l'un est justement la condamnation du gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Il s'agit aussi pour les USA de ne pas laisser l'URSS accroître son influence. Enfin les pays impérialistes ne veulent plus soutenir sans condition un gouvernement qui est de plus en plus fragile grâce aux coups portés par les luttes du peuple azanien.

La répression que fait sévir le gouvernement de Prétoria s'est largement amplifiée ces derniers temps. Cette répression est une preuve de faiblesse de ce régime qui n'est plus capable de répondre aux luttes que par des arrestations, des assassinats, des interdictions de journaux, etc.

Mais cette réserve a bien sûr ses limites puisqu'il s'agit de pays impérialistes qui aspirent à faire un maximum de profits. C'est pourquoi ils ont refusé de voter la proposition faite par les pays du tiers monde de faire un embargo total dans le domaine nucléaire et d'établir des sanctions économiques. Toutefois ces nouvelles positions contribuent à affaiblir le régime de Prétoria mais seule la lutte du peuple azanien pourra balayer une bonne fois pour toute Vorster et toute la bourgeoisie blanche.

Evelyne Leguen



En bref

• Corée

Soutien au mouvement des non-alignés

Le journal coréen «Rodong Siu» vient d'appeler les pays non-alignés à faire échec, grâce à leurs forces unifiées, aux manœuvres de division et à la stratégie de défaire un pays l'un après l'autre que poursuivent les forces de domination dans le monde : *«Le mouvement n n-aligné,* affirme le journal, *est un mouveme.·* *défendant l'indépendance contre l'esclavage et l'oppression sous toutes leurs formes, et les pays non-alignés constituent une puissante force montante opposée aux forces impérialistes et colonialistes. Les diverses forces de domination cherchent à attirer à elles les pays non-alignés afin de les placer sous leur domination et leur contrôle.*

Les pays non-alignés doivent maintenir fermement l'indépendance, rester vigilants face aux machinations des forces de domination étrangères visant à les dévier et ne pas se laisser tromper par elles.

Les différends et les dialogues entre les pays non-alignés sont une affaire intérieure au mouvement non-aligné. Aussi faut-il les régler par voie de négociations conformément aux principes consistant à combiner les intérêts nationaux avec les intérêts généraux du mouvement non-aligné et à renforcer l'unité.

• PC espagnol

Quand les maitres du Kremlin manœuvrent...

Au moment même où Dolores Ibarruri, la meilleure propagandiste des intérêts de Moscou au sein du PC espagnol, s'envolait pour l'Union soviétique, on annonçait à Madrid le retour prochain de Enrique Lister

Celui-ci n'est autre que le président d'un pseudo Parti communiste ouvrier espagnol qui est en fait une scission ratée qu'avait fomenté Moscou à l'intérieur du PCE (Parti communiste espagnol), il y a plusieurs années, quand les divergences entre Carrillo et les maîtres du Kremlin avaient commencé à apparaître au grand jour. De là à supposer que Moscou, tout en continuant de manœuvrer envers le PCE aurait envie de remettre en selle son ancien agent malheureux...

• Chine

Réouverture de l'université technique de Shanghaï

L'agence Chine nouvelle vient d'annoncer la réouveture de l'université technique de Changhaï. Cet institut ultra-moderne qui forme aux techniques les plus récentes de la construction mécanique 1 200 étudiants recrutés parmi les ouvriers ayant au moins cinq années de pratique professionnelle avait été fermé en 1976 par la Bande des Quatre

• Tchécoslovaquie

Arrestations, condamnations en série

Outre la menace d'arrestation et de condamnation à de lourdes peines de prison, le fait de lutter contre l'occupation russe et pour les libertés coûte cher en Tchécoslovaquie. C'est ainsi que les étudiants et professeurs signataires ou sympathisants de la «Charte 77» se voient supprimer leur emploi ou sont rayés de l'université. Certains étudiants tchécoslovaques exclus de l'université, en raison de leurs convictions politiques ou de celles de leurs parents, ont riposté en organisant une université «sauvage», à Brno et à Prague. Ils l'avaient appelée Jan Patocka en hommage au philosophe tchèque, porte parole de la Charte des 77 décédé en mars dernier à la suite de tortures policières. La police tchèque a rapidement eu vent de cette expérience qui n'était pas de son goût. Elle a arrêté le professeur Milan Machovec au moment où celui-ci donnait son troisième cours de philosophie, chez lui, à une quinzaine de jeunes de l'université officielle. Licencié depuis mars dernier pour avoir signé la Charte 77, le professeur Machovec est depuis sans travail.

• Grande-Bretagne

Deux fois plus de grèves

Une statistique officielle des grèves montre l'ampleur de celles-ci durant l'année passée. La Grande Bretagne a deux fois plus de jours de grève de janvier à septembre de cette année qu'au cours de la même - période de l'an dernier.

6 367 000 jours représentant 1 991 grèves et arrêts de travail concernant 757 400 travailleurs ont été enregistrés contre 2 515 000 jours pour la même période l'an dernier (1 524 luttes et 522 400 ouvriers). Cette statistique montre aussi que les grèves sont d'une durée beaucoup plus longue dans l'ensemble.

Un moment crucial de la lutte

SOUTENIR LES LIP

Depuis 1978, la lutte des travailleurs de LIP a été un point de référence pour la classe ouvrière.

L'unité qui soude leur lutte est exemplaire. Tout y est fait en commun. Les assemblées générales fonctionnent régulièrement et sont souveraines. Les commissions mises en place par les LIP sont exemplaires de démocratie prolétarienne.

Aujourd'hui, les LIP sont devant une situation apparemment sans issue. Il n' y a pas de solution industrielle en vue, c'est-à-dire qu'aucun patron ne s'est présenté pour le rachat de l'usine. Les contrats passés avec l'Algérie ne sont qu'un palliatif bien temporaire.

Aussi le débat à Lip tourne autour de la prise en main de la gestion de l'usine. Les ouvriers géraient eux-mêmes l'entre-l'usine. Les ouvriers géreraient eux-mêmes l'entrete où les rapports entre les hommes sont ceux d'exploiteurs à exploités. Aucune de ces structures, coopératives ou autres, mises en place depuis la fin du XIXe siècle n' a échappé à ce processus. Les coopératives paysannes qui étaient censées être un lieu de résistance anticapitaliste ou de défense contre les gros paysans servent aujourd'hui les intérêts des gros paysans capitalistes.

De cela, les ouvriers de LIP sont conscients. D'ailleurs le centre du débat concerne ce problème. Les questions que se posent les Lip, les voici : comment sera préservée notre unité ? Qui dirigera l'entreprise ? Quelle hiérarchie y aura-t-il? Ne serons-nous pas intégrés dans le système ? Qui trouvera un emploi ? Comment seront choisis les camarades qui travailleront au redémarrage ?

Autant de questions qui pour l'instant ne sont pas résolues et qui témoignent de la vigilance des ouvriers.

Comment les ouvriers en sont arrivés là ?

La remise en route de l'usine et le réemploi de la plus grande partie des LIP avait été une victoire contre le capitalisme. Cet exemple pouvait faire tâche d'huile. Après avoir été obligés de réembaucher, les capitalistes sont repartis de l'avant et ont liquidé l'entreprise. Et il n'y a pas de la part des organisations syndicales le soutien nécessaire pour faire céder les capitalistes. A la base, la solidarité pour les LIP reste vive. En témoignent les innombrables lettres et motions de soutien qu'ils reçoivent.

Mais pour les dirigeants syndicaux préoccupés par les élections de 1978, l'exemple de LIP n'est pas à suivre. Aucun effort réel et soutenu n'a été fait. Aucune riposte aux exactions des flics n'a été envisagée. Bien plus, la direction confédérale CFDT a tout fait pour saboter la coordination des luttes mise en place dès le printemps 1976.

Là où les LIP se déplacent, les ouvriers ne sont même pas tenus au courant de leur venue. Pire même , dans certaines réunions ne sont admis que les syndiqués CFDT, comme cela a été le cas à Orléans, la veille du meeting CFDT avec les LIP, le 7 octobre. A cette réunion, une quinzaine de personnes dont les bureaucrates de la CFDT en ont profité pour se faire photographier par la presse afin que chacun les voit. Et ce sont ces mêmes dirigeants qui disent que les ouvriers se désintéressent des Lip. Quant aux responsables CGT : «LIP, connais pas»

Soutenir les Lip

LIP, c'est l'unité de classe contre le capitalisme, c'est la classe ouvrière en lutte. Soutenir les LIP, c'est donc populariser leurs méthodes de combat, leur esprit d'initiative, s'appuyer sur leurs expériences.

Soutenir les LIP, c'est à tous les niveaux des syndicats, quels qu'ils soient se battre pour des prises de position et des actes concrets de solidarité : pour adopter et envoyer des motions de soutien, intervenir de manière soutenue et répétée parmi les travailleurs, dans les usines. C'est contribuer à briser l'isolement dans lequel les confinent les responsables syndicaux et exiger des prises de position claires dans les structures syndicales.

Pour les communistes marxistes-léninistes, ce soutien, c'est aussi d'exprimer à la tribune de nos meetings et sur nos lieux de vente militante un soutien à la lutte des LIP afin de la faire connaitre plus largement auprès des travailleurs.

Yves LEPIC

• **Dubigeon : au-delà de l'echec**

les leçons pour des victoires futures

A l'heure où nous écrivons ces lignes, au terme de leur huitième semaine de grève, les travailleurs de Dubigeon traversent des moments difficiles. Le «monsieur bons offices» a mis fin à sa mission ; la direction n'a pas reculé d'un pouce. Il faut dire tout de suite qu'elle a été bien aidée en cela par les directions syndicales.

A la fin de la semaine dernière, l'union métaux CFDT de Nantes convoquait l'ensemble des adhérents à la Bourse du travail, et annonçait sa volonté de procéder à une consultation du personnel.

La CGT affichait alors une attitude «dure»... après s'être opposée aux actions combatives conduites par la CFDT. Elle clamait sa ferme volonté de poursuivre la lutte coûte que coûte. Nous y reviendrons !

Mercredi 3 novembre, seuls 710 travailleurs (sur près de 2 500 dans le chantier) répondaient à l'appel au vote et, sur ce nombre, 547 seulement se prononçaient pour la reprise. La CFDT se retrouvait alors en fâcheuse situation. Encore ces travailleurs se prononçaient-ils pour la reprise dans «l'unité».

Le jeudi 4, ce sont des coups de sifflet qui accueillirent la position de la CFDT.

En réalité, la position du syndicat CFDT de Dubigeon est le résultat des manœuvres des dirigeants de l'Union locale. Ces derniers se sont appuyés sur les délégués les plus en retrait pour isoler les éléments combatifs. Eludant la question des réponses du patronat, aux revendications des travailleurs et de la poursuite de la grève, les responsables de l'UL exigèrent que les adhérents se prononcent sur le principe d'une consultation du personnel. Seuls 23 votèrent contre. Le tour était joué. La CFDT pouvait ainsi se prevaloir *«du fait qu'il n'existe plus de véritable rapport de force»* pour appeler à la reprise.

Et la CGT ? Le 6 novembre, ses dirigeants locaux, la main sur le cœur, se déclaraient *«fermement décidés à poursuivre la lutte, le problème ne pouvant plus se régler au niveau de l'entreprise mais au niveau de la construction navale.»* Le 7 au matin, c'est sans doute avec stupeur que les travailleurs de Dubigeon ont appris que la CGT les appelait à la reprise *«pour ne pas briser l'unité déjà bien entamée avec la CFDT»*. Cette décision *«non conforme à ce que nous avons toujours dit et fait»*, avait été prise *«les larmes aux yeux»*.

De son côté, la direction CFDT faisait savoir qu'elle différait son appel à la reprise d'une journée «pour ne pas créer de déchirement entre les travailleurs».

L'attitude dure adoptée un instant – très bref ! – par la CGT n'est certainement pas étrangère à la venue prochaine, le 20 novembre, de Marchais à Nantes. Elle n'aura guère fait illusion car depuis le début les dirigeants CGT ont maintenu les grévistes de Dubigeon dans l'isolement en sabotant la solidarité. Aux chantiers de la Seyne et de la Ciotat, où la CGT est majoritaire à 90 %, rien n'a été fait en ce sens, lors de la journée d'action dans la navale.

Ils ont repoussé sans examen la proposition d'un travailleur portugais de créer des sketches pour le soutien, ils ont critiqué et freiné l'initiative des femmes de grévistes qui voulaient s'associer à la lutte.

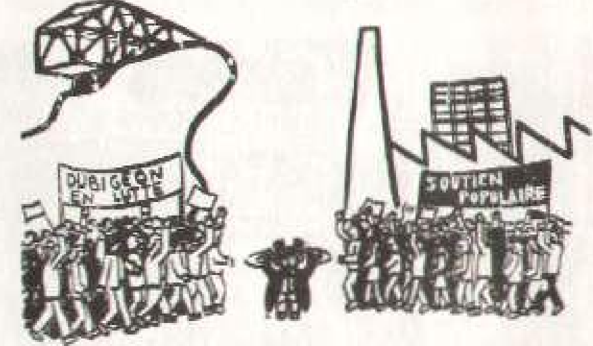
La magnifique volonté de lutter et de vaincre qui anime les travailleurs de Dubigeon depuis huit semaines déjà risque donc fort de se terminer sur un échec particulièrement amer pour les travailleurs qui se voient contraints de reprendre les poings serrés et la rage au cœur sans rien avoir obtenu.

Mais au-delà de cet échec immédiat, résident les leçons des victoires futures

Car nombre de travailleurs auront mieux compris que pour mener leurs luttes à la victoire, ils doivent les diriger eux-mêmes, sur de fermes positions classe contre classe, dans le respect de la démocratie prolétarienne, en toute indépendance des partis bourgeois qu'ils se présentent sous une étiquette de droite ou de gauche. La grève de Dubigeon va à l'échec parce que lui a manqué cette indispensable condition : une direction prolétarienne qui travaille à l'unité et à la solidarité de tous les exploités et non à leur morcellement et à leur division, au développement de la réflexion, de l'action et de l'initiative de chacun et non à la monopolisation des décisions par quelques «chefs» à une réelle unité syndicale sur des positions de classe et non à l'utilisation des travailleurs et de leurs luttes au service des calculs électoraux des partis de la bourgeoisie.

Cette conscience révolutionnaire qui grandit dans toute la classe ouvrière de notre pays progresse aussi, à travers l'amertume et la révolte d'aujourd'hui, chez les ouvriers de Dubigeon.

L'ISSUE DE LA LUTTE DES "DUBIGEON" CONCERNE TOUS LES TRAVAILLEURS



RENFORÇONS NOTRE SOUTIEN

l'Humanité Rouge



Notre conception du syndicat

Comment réagiraient les travailleurs dans l'éventualité d'une victoire électorale de la gauche ? Seraient-ils déçus ? Joueraient-ils le jeu de la cogestion avec un gouvernement de gauche, ou «déborderaient-ils» avec des revendications «irréalistes» ?

On a vu ces derniers mois venir ce genre de questions au premier plan des préoccupations des politiciens bourgeois du PC, du PS et des états-majors syndicaux.

De leur côté, leurs rivaux de la majorité, envisageant leur maintien au pouvoir, s'interrogent sur les réactions de la classe ouvrière dont ils craignent qu'elles ne soient violentes.

Bref : en cette époque électorale, les tenants des différents programmes de la bourgeoisie, qui ont tous en commun de vouloir chacun mieux que l'autre faire payer la crise aux travailleurs, s'inquiètent de l'accueil que la classe ouvrière réservera au gouvernement sorti des urnes de la bourgeoisie.

L'aggravation de la crise capitaliste avait déjà eu comme conséquence d'aiguiser considérablement la lutte de classe au sein du mouvement syndical, la situation politique de 1978 vient et viendra aviver encore plus cette lutte entre prolétariat et bourgeoisie tant au sein de la CGT que de la CFDT.

Dans le cadre de la bataille politique de 1978, la question de savoir quelle ligne prévaudra dans le mouvement syndical : lutte classe contre classe ou collaboration, devient donc au premier plan. C'est une question décisive, tant pour la victoire de la révolution que pour l'édification solide du parti aujourd'hui.

Sommes-nous dans les syndicats seulement pour exposer la ligne des communistes marxistes-léninistes ? Non.

Sommes-nous dans les syndicats seulement pour obtenir des victoires revendicatives ? Non plus.

Marx et Engels, puis Lénine et Staline ont formulé et systématisé la ligne prolétarienne concernant le syndicat : ils ont défini celui-ci comme un centre d'organisation de la classe ouvrière, comme une organisation nécessaire et indipensable : nécessaire pour lutter contre les attaques et empiétements incessants du capital, indispensable pour que la classe ouvrière acquiert une éducation de classe pour le communisme.

Pour que l'avant-garde de la classe ouvrière, le Parti marxiste-léniniste conduise à la victoire la révolution prolétarienne, il est nécessaire qu'existent des organisations de masse révolutionnaires de la classe ouvrière, en particulier un mouvement syndical révolutionnaire.

Mais aujourd'hui, pourrait-on édifier solidement le parti, c'est-à-dire organiser en son sein l'avant-garde de la classe ouvrière, si on laisse la masse des travailleurs inorganisés ? Bien sûr que non !

Or, l'emprise de la bourgeoisie sur les syndicats signifie en pratique que la masse des travailleurs est inorganisée, sans éducation de classe. La lutte pour chasser les dirigeants bourgeois des syndicats et faire de ceux-ci des organisations qui combattent effectivement pour l'abolition du salariat et du patronat, pour la révolution, ne saurait être spontanément victorieuse. Par lui-même le mouvement syndical, si combatif soit-il, ne peut rompre totalement avec la politique bourgeoise, avec le réformisme, le révisionnisme ; l'essor de la ligne prolétarienne est liée à la direction et l'impulsion que lui donnent les communistes.

En même temps, la victoire de la ligne prolétarienne n'est possible dans la mouvement syndical, que si l'on y organise la masse des ouvriers les plus exploités, que si la direction des syndicats n'est plus le fait quasi-exclusif des couches non prolétariennes et des aristocrates ouvriers.

Pierre MARCEAU

SIDERURGIE THIONVILLE

Pourquoi la crise

Il y a six mois, la lutte contre les licenciements menée par les sidérurgistes lorrains, en particulier ceux d'Usinor-Thionville, occupait le devant de la scène.

«Union, action, occupation», ce juste mot d'ordre avait retenti jusque dans Paris. D'occupation il n'y en a pas eu. Le haut fourneau d'Usinor-Thionville doit s'arrêter définitivement dans un mois. Seule, la forge et la fonderie d'acier subsisteront avec environ 750 travailleurs sur les 4 500 sidérurgistes qui, du haut-fourneau aux laminoirs, produisaient tôles, profilés et feuillards.

Le bilan de la lutte contre tout licenciement, pour vivre et travailler à Thionville, les raisons de l'échec, les leçons qu'on peut en tirer, voilà de quoi nous avons parlé avec plusieurs militants CFDT de la sidérurgie lorraine qui sont au cœur de ces luttes.

Tout d'abord quelle est la situation dans la sidérurgie aujourd'hui ?

Avec l'aggravation de la crise capitaliste, le marché de l'acier est le théâtre d'une guerre intense entre groupes monopolistes internationaux. Le marché intérieur a tendance à se rétrécir, conséquence de la crise et des restructurations dans plusieurs secteurs tels que, les chantiers navals, la machine outil, etc. Mais en même temps, les exportations elles-mêmes se réduisent, du fait d'une part des mesures protectionnistes adoptées par certains pays en particulier les États-Unis qui limitent les importations d'acier européen, d'autre part, certains pays du tiers monde ont édifié ces dernières années une industrie sidérurgique nationale, c'est le cas par exemple de l'Algérie, contribuant ainsi à réduire les dimensions du marché dominé par l'impérialisme.

Pour faire face à cette situation, les monopoles de l'acier en France, ont mis au point un plan de maintien du profit maximum qui fut présenté par Ferry, chef de file des maitres de forge.

L'essentiel de ce plan, c'est le licenciement d'ici les premiers mois de 1978, de 16 000 sidérurgistes sur un effectif d'environ 150 000 en France ; la région de Lorraine étant la plus touchée avec 13 500 licenciements sur un effectif de 90 000. 4 000 à Usinor et 9 000 à Sacilor-Sollac.

Ces licenciements présentés par Ferry, comme un *«assainissement nécessaire»* devaient d'après le plan être complétés par une augmentation importante du prix de l'acier et une relance des exportations.

Ces deux conditions ne semblent pas du tout en voie de se réaliser et on peut légitimement se demander si les monopoles de l'acier ne vont pas encore annoncer des licenciements massifs dans les années qui viennent.

Barre déclarait en avril 1977 : *«Le maintien sur le territoire national d'une grosse industrie sidérurgique n'est plus de nos jours une condition de l'indépendance»*. Il y a longtemps que le bassin de Lorraine n'était plus la seule source d'approvisionnement en minerai. Du minerai de fer plus riche et moins cher était importé de Mauritanie par exemple, des fameuses mines de Zérouate.

Mais aujourd'hui les monopoles de l'acier ont trouvé autre chose : plutôt que de faire voyager le minerai, pourquoi ne pas construire des acieries à côté des mines au Brésil, en Iran, par exemple, qui produiraient des produits semi-finis qu'on transformerait en produits finis, dans les laminoirs en France.

Ainsi une bonne part des investissements se font à l'étranger. Il faut ajouter que les licenciemnts dans la sidérurgie et la fermeture d'acieries s'accompagnent de licenciements chez les mineurs de fer en Lorraine et de fermetures de puits ; 23 ont fermé depuis 10 ans et aujourd'hui, alors que le chômage partiel sévit en permanence sur tout le bassin, c'est encore 3 500 emplois que l'organisation patronale Assimilor veut supprimer dans les années qui viennent.

Devant cette situation, on mesure l'enjeu que représentait pour la classe ouvrière lorraine, la lutte contre les licenciements menée au printemps.

EXTRAITS DE L'AMENDEMENT PROPOSE PAR LA SECTION CFDT -USINOR-THIONVILLE

La pratique de l'unité d'action suppose que des buts précis à atteindre soient fixés. La perspective étant d'atteindre les objectifs fixés par la mise à l'action des travailleurs et non la réalisation de l'unité d'action. l'unité d'action est un moyen et non un but.

Le plus important étant de porter le débat au milieu des travailleurs, de les informer de la situation exacte, pour leur proposer des objectifs et des actions, organiser le débat, permettre aux travailleurs de critiquer les conceptions en présence et de faire leurs propositions.

Participer à une négociation sans qu'il y ait les travailleurs à l'action, ce n'est pas négocier. Le rapport de force n'existant pas, il y a un semblant de concessions de la part du patronat, puis blocage sur ses positions définies par avance.

En aucun cas, les négociations ne doivent primer sur l'action et la création du rapport de force doit toujours en être la priorité.

Les enseignements de la lutte

De notre envoyé spécial

La lutte à Usinor s'est soldée par un échec, quelles en sont les raisons ?

Au nombre des difficultés, il faut compter les manœuvres de division du patronat qui craignait d'affronter en bloc les travailleurs.

C'est la mise «en retraite anticipée» à 56 ans, véritable licenciement qui ne dit pas son nom. Mais pour un travailleur qui a 20 ans ou 30 ans de travail posté derrière lui et des conditions de travail épuisantes, elle est tentante la possibilité de pouvoir s'arrêter avec un minimum de ressources garanties.

Pour les autres, ça a été les mutations, un peu partout jusqu'à Fos.

Pour ceux qui *«n'avaient pas d'attaches familiales dans le bassin lorrain»* — ainsi sont désignés les travailleurs immigrés — c'est le licenciement. Sans compter les jeunes qu'on ne reprend pas au retour de l'armée. Voilà comment les licencieurs s'y sont pris.

En même temps, Usinor justifiait la fatalité des licenciements par la vétusté des installations tout en entretenant l'espoir, avec le projet d'implantation d'une acierie à oxygène dite acierie OBM.

Mais quand le 1er avril 1977, la direction annonça l'arrêt définitif de la chaine Thomas et la non réalisation de l'acierie OBM, alors la colère explosa chez les sidérurgistes qui sont prêts à lutter.

Les raisons de l'échec c'est dans la direction de la lutte qu'il faut les chercher.

Nous ne parlerons pas des jaunes qui dirigent le syndicat FO, ils sont allés jusqu'à signer la «convention sociale» Usinor, c'est à dire la plan de licenciements.

L'échec en tout premier lieu c'est la responsabilité des dirigeants CGT et PCF et de leur ligne. D'après eux le problème de l'emploi serait réglé par la victoire de la Gauche en 78 et la nationalisation de la sidérurgie. Leur ligne c'est la violation systématique de la démocratie prolétarienne au nom du principe révisionniste bien connu : les directions syndicales décident, les travailleurs exécutent. Leur ligne c'est le mensonge et la duplicité : dès le 2 avril le syndicat CGT d'Usinor et l'union régionale annonçaient haut et fort qu'ils étaient partisans de l'occupation, mais dès le lendemain en intersyndicale, ils indiquaient clairement qu'ils n'occuperaient jamais : les conditions qu'ils posaient pour l'occupation la rendait impossible ; ils exigeaient la participation des cadres à l'occupation, qu'elle soit votée par une très large majorité, qu'elle ne soit effective que lorsque la direction procéderait au démontage de l'Acierie.

Appuyée par tous les ouvriers combatifs la section CFDT a dû mener une lutte constante pour proposer une autre voie, une ligne qui permette effectivement aux travailleurs de se battre contre tous les licenciements. C'est sous son impulsion qu'ont été mené toutes les actions vraiment mobilisatrices et combatives.

Quand le 14 Avril, les sidérurgistes montèrent manifester à Paris, seule la CFDT avait appellé à la grève de 24 heures.

La bataille contre la ligne des révisionnistes fut menée sur 2 points.

Tout d'abord sur l'objectif qu'il fallait fixer à la lutte.

Les dirigeants CGT ont tout axé sur la revendication de construction de l'acierie OBM. Ce mot d'ordre revenait à justifier le bien-fondé des licenciements au nom de la vétusté des installations actuelles. C'est se placer entièrement sur le terrain des patrons, celui de la rentabilité capitaliste. Ce mot d'ordre s'est révélé complètement démobilisateur. Les révisionnistes ont même poussé la chose jusqu'à organiser la pose de la première pierre de l'acierie OBM. Autant dire : lâcher la proie pour l'ombre ! La section CFDT a su éviter la voie de garage consistant à réclamer une autre politique industrielle et s'en est tenue au juste mot d'ordre : non à tout licenciement, maintien de l'emploi à l'usine de Thionville en préconisant l'occupation.

La conception de l'unité d'action, la pratique de la démocratie prolétarienne, voilà l'autre point sur lequel la section CFDT s'est battue.

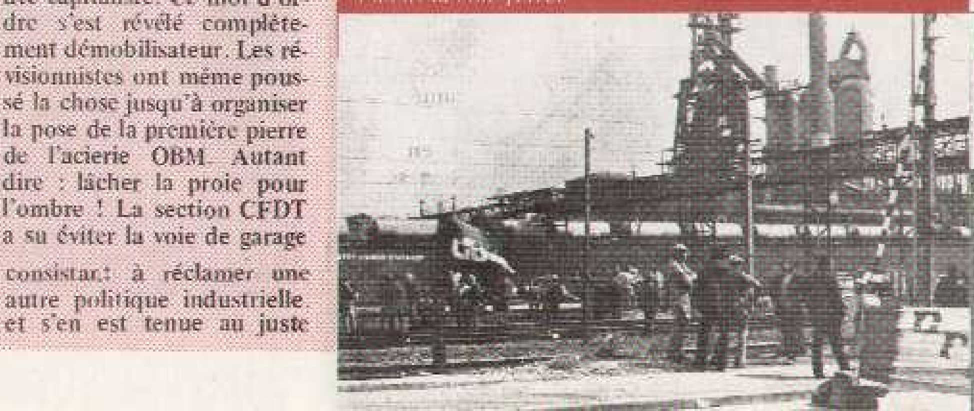
L'ensemble de la lutte a fait l'objet d'une analyse et d'un bilan autocritique de la section. Ce bilan a servi de base à la rédaction d'un amendement présenté au congrès du syndicat CFDT de la sidérurgie lorraine qui s'est tenu à Hayange les 21 et 22 octobre derniers.

Cet amendement qui porte sur la stratégie syndicale (voir ci-dessus) a recueilli 58 voix pour et 72 voix contre, lors d'un vote à main levée au congrès.

Ainsi le ferme attachement aux intérêts de la classe ouvrière, la volonté de faire aboutir la lutte contre le capitalisme, fauteur de chômage, ont permis par delà les insuffisances et les erreurs, par-delà l'échec, de tirer des leçons, utiles pour la lutte classe contre classe, utiles pour les combats à venir.

Pierre MARCEAU

le 17 mai 1977, les travailleurs d'Usinor-Thionville occupaient la voie ferrée



La France des luttes

PARIS XIIIe

«On les expulse : ils occupent un logement vide»

Pierre et Pauline ont occupé avec le soutien de la section du 13ème de la Confédération nationale des locataires (CNL) un logement vide au 87 avenue d'Ivry à Paris.

Après avoir été d'hôtel en hôtel, **racontent-il,** *on a trouvé une remise au fond d'une cour sans eau chaude avec un lit bancal qui tenait sur des bidons : 600 F par mois. Quelques jours après qu'on ait exigé de payer par mandat pour avoir un reçu, on a retrouvé toutes nos affaires déménagées dans des sacs à ordure ; on était à la rue.*

Comme l'ont expliqué les militants de la CNL 13ème, la décision d'occuper un logement vide ne se prend pas à la légère : *Pierre gagnait 1700 F par mois ; alors retourner au garage, pas question, aller à l'hôtel, payer une agence, ils n'avaient pas d'argent pour le faire. On s'est dit pourquoi ne pas prendre un des 6 000 logements vides, même si c'est interdit.*

Pierre et Pauline veulent maintenant régulariser leur situation et payer un loyer conforme à leurs possibilités. Il faut savoir que Pierre risque en outre d'être licencié ainsi que 80 camarades de travail, la société privée qui les a embauchés pour nettoyer les wagons SNCF ayant fait l'achat d'une machine plus rentable qui «économise» la main d'oeuvre.

Cette occupation de logement popularisée sur les marchés du 13ème a déjà reçu le soutien de nombreuses associations de quartier. D'autres locataires en lutte tels les résidents du foyer Sonacotra de Montreuil et du foyer ADEF de Thiais sont solidaires. Pierre et Pauline ont également reçu le soutien des travailleurs d' entreprises du quartier tels les postiers du Central 13ème. Ils sont en contact avec d'autres mal-logés qui recherchent également des logements vides. Voilà un exemple encore bien modeste mais qui montre la voie partout où il y a expulsions et luttes pour le relogement.

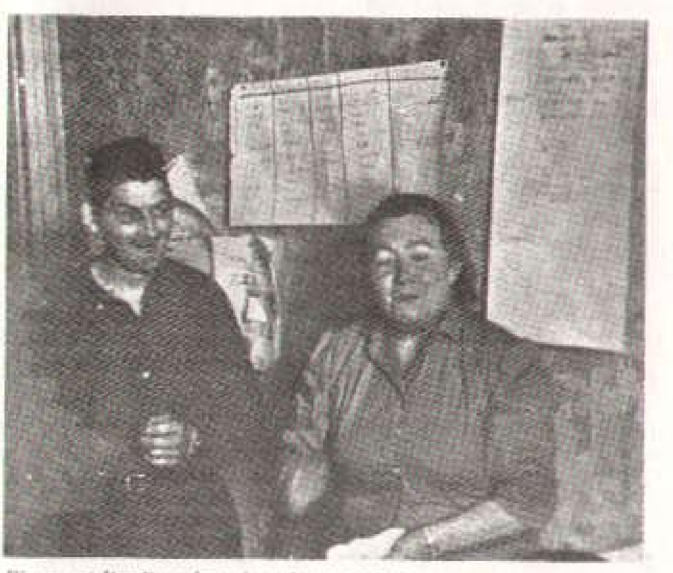
Jean NESTOR

Voici ce que nous a déclaré la dernière habitante de l'immeuble vide du 87-85 avenue d'Ivry. J'habite ici depuis 55 ans un immeuble de bonne qualité construit en 1904 par Charles Ferrault décédé dans les années 1940. Il y a quelques années alors qu'une partie avait été vendue à des copropriétaires, un promoteurs du «Logement français» est venu faire pression : *«Ce que je vous propose, c'est mieux qu'ici, mais attention il ne me reste que deux logements... Vous allez vous retrouver à la rue, il n'y a pas de logement pour tous les vieux, etc.* Madame X est la seule à avoir résisté malgré les tentatives d'intimidation : *«Des individus sont venus faire des dégats, enlever la trappe du toit pour que les pluies abiment la cage d'escalier, etc. j'ai été cambriolée deux fois. En plus, un gars soi-disant payé pour surveiller le chantier d'à côté a passé son temps à envoyer des cailloux dans mes carreaux et dans la cour. J'ai dit : je m'en fous, j'ai un casque et j'ai déblayé les cailloux au fur et à mesure en gardant quand même un plein cageot comme témoin».* L'occupation d'un logement voisin va aider maintenant cette vieille dame courageuse à persister dans ses droits.

Depuis quelques dizaines d'années, Paris se vide de ses habitants ouvriers (20 % au lieu de plus de 50 % en 1960). Une rénovation effrénée les chasse de plus en plus loin, dans les banlieues, les entasse dans des cités de transit et HLM.

Pendant ce temps, les promoteurs font des profits fabuleux en faisant pousser comme des champignons tours et immeubles de rapport et en laissant se dégrader les immeubles anciens.

Ainsi, à Paris, plus de 40 % des logements n'ont pas de cuisines, d'eau-courante, de WC et sont surpeuplés. Par contre, il y a des dizaines de milliers de logements vides. Cette crise du logement s'approfondit avec la crise capitaliste : bas salaires, chômage et hausse des prix et des loyers vont de pair. En régime capitaliste, le logement n'est qu'une marchandise comme une autre : c'est avec cela qu'il faut en finir.



Pierre et Pauline dans leur logement occupé

En bref

Les jeunes, les flics et la gauche

Les jeunes de Corbeil ont été victimes à plusieurs reprises de graves sevices au commissariat.

L'un d'entre eux va se reporter partie civile en justice grâce à la solidarité ouvrière et populaire. Les jeunes de la jeunesse marxiste léniniste de France (JCMLF) ont ainsi souscrit 470 F lors de leur fête régionale de Saint-Brieuc. Par contre que demande la municipalité PCF de Corbeil-Essonne ? : «le renforcement des effectifs de police». Combrisson, député PCF du coin, a même sévérement interpellé le ministre de l'Intérieur à ce sujet. Aux jeunes de juger.

La police complice des racistes

Le 16 Mars 1975 un militant arabe, Mohamed Rassa a été assassiné d'un coup de carabine par deux jeunes racistes à Vanves (92). Il était depuis longtemps, tous les locataires en sont témoins, sous le coup de menaces de mort.

Il s'est d'ailleurs rendu deux fois au commissariat et a fait constater les coups reçus. 6 mois avant sa mort il avait adressé une plainte contresignée par tous les locataires au procureur de la République.

La police si prompte quand il s'agit de tabasser les travailleurs immigrés dans les commissariats n'a pas jugé nécessaire d'intervenir. Elle est complice !

• Mairie de Dreux

A travail égal, salaire inégal

A Dreux la responsable aux Affaires culturelles de la municipalité de gauche a affiché à l'agence pour l'emploi l'offre d'emploi suivante : «On demande un couple d'animateurs ayant le CAPAS (diplôme d'animateur). Salaire : 3000 F salaire femme 2400 F» Autrement dit 600 francs de moins à qualification égale parce vous êtes une femme. C'est une preuve par neuf que les hommes comme les femmes ne doivent faire aucune confiance aux promesses démagogiques du Programme commun.

Choux-fleurs à détruire

Plus de deux millions de choux-fleurs ont été détruits en Bretagne depuis le début de l'automne. Est-ce comme le prétendent la presse et les pontes syndicaux à cause d'une surproduction ? les travailleurs des villes ne refuseraient pas d'acheter davantage de choux-fleurs à plus bas prix. Les nombreux petits producteurs ne demanderaient pas mieux que d'obtenir une juste rémunération pour leur travail plutot que de vendre à perte ou de détruire. Mais les gros négociants qui font la loi sur le marché s'obstinent à vendre 2,5 ou 3 F à la consommation des choux fleurs achetés 70 centimes aux producteurs. Des millions de choux fleurs sont détruits? Ils n'ont rien à en faire pourvu que cela maintienne les cours... et les profits. Pour mettre fin à ce gaspillage scandaleux c'est la loi du profit qu'il faut détruire.

Comment l'armée traite les appelés

Extrait d'une lettre d'un appelé :

Le sport, les marches

Michel n'est pas sportif, il est gauche, maladroit, il a le vertige et pourtant les gradés l'ont forcé à sauter sans préparation, la «girafe» (3,5 à 4 m). Il s'est mal réceptionné et a eu une cheville cassée. De plus il est soutien de famille et devait être libéré. Aujourd'hui il est cloué au lit pour près de 2 mois. Sa soeur va encore à l'école et sa mère ne peut pas travailler. Et il n'y a aucune rentrée d'argent.

Toute la vie militaire est faite de petits accidents et de grands aussi. L'armée se vante d'avoir droit à 7 % de pertes ; mais combien d'estropiés à vie, de mains déchiquetées, d'accidents qui pourraient être évités.

Au cours des exercices, les gradés exaltent la virilité, l'esprit de compétition. Ils veulent qu'«on en chie», que l'on prenne des risques pour faire des exploits tout en risquant sa vie. Et gare à ceux qui refusent ou qui sont faibles. On les ridiculise, on les menace du trou.

Récemment lors d'une marche de plus de 80 km, un gars était mort de fatigue, était blanc comme neige.

Il ne tenait plus debout. Alors qu'il avait la possibilité de rentrer en jeep, les gradés le pousserent à continuer à pied. Résultat : il s'écroula un peu plus tard. Le même sort fut réservé à un autre soldat qui avait mal aux pieds. Mais pour lui ce fut plus grave et il dut rester plusieurs jours à l'infirmerie. Les parcours du risque sont souvent mal entretenus et pourtant les gradés nous y envoient violant les règles élémentaires de sécurité, en engageant par exemple 4 soldats en même temps sur un câble. C'est plus marrant quand les soldats paniquent.

Les manœuvres, les tirs

Les manoeuvres, les sorties sur le terrain sont l'occasion d'accidents plus graves encore. A Munsigen au mois de février, un jeune appelé fut tué par un obus non explosé. Plus récemment à Horb, un soldat a eu la jambe broyée par un obus. Fatalité, ces accidents et tous ceux dont on ne parle pas (grenades trafiquées qui explosent dans la main..)? Certainement pas. Nous pourrions donner d'autres exemples. Pour nombre de gradés nous sommes des moins que rien, des «chiens d'appelés». Mais gare ! Le réveil sera dur. Les appelés ne se laisseront pas éternellement faire.

Un soldat marxiste-léniniste des Forces françaises en Allemagne

Informations générales

Mefaits de la médecine capitaliste

Comment meurt un nouveau-né

La lettre dont nous publions de larges extraits ici raconte le drame de jeunes parents dont l'enfant est mort au moment de l'accouchement. Elle met en cause la responsabilité du gynécologue, venu, comme c'est trop souvent le cas, au dernier moment. S'il s'était convenablement occupé de la jeune femme, cette mort n'aurait-elle pas pu être évitée ? Elle fait aussi état d'une attitude incorrecte de la sage-femme : n'est-il pas intolérable même si elle est surchargée de travail, qu'elle «engueule» une femme qui accouche ? Au delà des responsabilités individuelles, c'est la médecine capitaliste qui se trouve ainsi dénoncée et condamnée avec force. Le système capitaliste de santé conduit à sacrifier la santé et la vie des gens à la rentabilité.

▲
▲ ▲

Vers 23 heures, ma femme ayant des contractions, nous sommes partis à la clinique. On a fait monter ma femme dans une chambre et on m'a dit d'attendre, ce que j'ai fait jusqu'à 4 heures du matin sans voir personne, sans savoir ce qui se passait. De son côté, ma femme n'a revu personne jusqu'à 3 h 30.

A 4 h, on est venu me chercher pour assister à l'accouchement. La sage-femme a fait une piqûre à ma femme pour lui dilater le col de l'uterus. Ma femme avait des contractions très douloureuses et gémissait de douleur. La sage-femme s'est mise à l'engueuler. A 4h 40, comme l'enfant ne descendait pas assez vite, elle a fait une perfusion. Cinq minutes après elle regarde, elle dit «merde», et dit à ma femme : «On va vous faire une césarienne car il y a une procidence du cordon. Ce n'est pas grave, mais il faut faire vite et il ne faut pas pousser. (Alors que la perfusion avait pour effet d'accentuer les contractions) Je vais appeler le gynécologue, on va préparer la césarienne».*

On était au maximum à un quart d'heure de l'expulsion et le gynécologue n'était pas prévenu. Il faut dire que la sage-femme allait d'une salle à l'autre puisqu'elle devait s'occuper de deux femmes en même temps en train d'accoucher. Après son coup de téléphone elle s'est encore mise à engueuler ma femme parce qu'elle poussait.

Un quart d'heure après, le gynécologue est arrivé. On a emmené ma femme dans la salle d'opération. J'ai dû sortir. Dix minutes après son arrivée, le gynécologue est venu me trouver pour dire qu'il n'avait pas fait la césarienne car à son arrivée, le cœur de l'enfant ne battait plus et qu'il avait accouché ma femme «normalement».

Va-t-on toujours se faire exploiter de la façon la plus ignoble qui soit ? On se moque de la vie d'une femme et de son enfant.

Il est inadmissible que le gynécologue ne soit là que pour les cinq dernières minutes, car quand il arrive quelque chose, il est trop tard pour intervenir et la sage-femme n'a pas le droit de faire l'accouchement. Est-ce tolérable qu'elle soit obligée d'appeler le gynécologue à la dernière seconde ? Il faut savoir que si la sage-femme l'appelle au dernier moment, c'est qu'elle a l'ordre de ne pas déranger ces seigneurs.

Est-ce normal que la femme soit isolée d'un côté et le mari de l'autre pendant trois heures et demi ?

Est-ce normal que la sage-femme ait un comportement pareil, c'est-à-dire qu'elle engueule les femmes lorqu'elles ont des douleurs et qu'elles gémissent ?

Nous, on peut dire que notre enfant est mort et que le gynécologue est responsable, puisqu'il n'a rien fait pour le sauver.

Il faut dénoncer cette pratique qu'ont les gynécologues de venir au dernier moment car hélas, cela n'existe pas que dans cette clinique. En effet, tous ces jours-ci, beaucoup de femmes sont venues nous voir et nous expliquer qu'elles avaient été outrées de la façon dont cela s'était passé pour elles.

90% des accouchements sont effectués en clinique, ceux-ci représentent pour leurs propriétaires, la presque totalité de leurs profits.

Deux années de développement de la JCMLF

La jeunesse qui veut changer le monde

«Le communisme est la jeunesse du monde» disait Paul Vaillant Couturier. Fondée en 1975, la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France a aujourd'hui largement renforcé ses rangs. Elle prépare son deuxième Congrès. Nous avons voulu lui donner ici la parole.

Depuis sa fondation, la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France mène des luttes.

Contre le chômage tout d'abord. La jeunesse, française et immigrée, est particulièrement touchée par le chômage. Les jeunes qui sortent de l'école se retrouvent à l'Agence pour l'emploi, les jeunes immigrés sont quant à eux expulsés. Pour peu qu'un jeune ait le malheur d'être révolté ou d'habiter dans un «quartier de voyous», ou soupçonné d'avoir fait un mauvais coup, c'en est fini pour lui ! Si c'est une fille, elle peut rester chez elle !

Ce qu'exige la JCMLF, c'est :

– DU TRAVAIL POUR TOUS

– EGALITE A L'EMBAUCHE ENTRE LES FILLES ET LES GARS

– PAS DE DISCRIMINATION RACIALE

– PAS DE REPLATRAGE A LA BARRE.

Les replâtrages à la Barre ce sont les stages de formation ou les stages pratiques. Ces stages permettent au gouvernement de nous caser pendant les mois précédents les élections et sont tout bénéfice pour les patrons qui exploitent les jeunes de moins de 18 ans pour 410 F par mois (jeunes apprentis) et les autres pour 1 500 F par mois !

Mais les patrons peuvent trembler. La riposte s'organise ! Les agences pour l'emploi ne resteront plus longtemps «la terre d'asile des jeunes chômeurs» !

Lutte aussi contre la sélection accrue et la répression à l'école. Après les luttes étudiantes et lycéennes de 1976 contre les réformes Haby et Soissons, qui sélectionnent de plus en plus les jeunes des milieux populaires, de nombreuses luttes dans les lycées, les CET, (dont le directeur est parfois membre du PCF) ont été menées contre la répression : droit de se réunir, droit aux panneaux d'affichage, luttes contre les insultes racistes...

Elles ont souvent été victorieuses. Certaines même concernaient simplement la «qualité de la vie». Par exemple, dans le Nord, des jeunes d'un CES avaient fait grève pour obtenir le droit élémentaire d'être chauffés en hiver pendant les cours. Le SNES les désapprouvait !

En période de chômage et de crise, ce sont aussi des luttes qu'il faut mener : par exemple exiger le transport gratuit pour les chômeurs, dans les mairies de droite comme de «gauche».

C'est aussi des luttes constantes contre les conditions d'exploitation des jeunes apprentis. Un jeune apprenti-boucher racontait qu'il a travaillé pendant ses vacances pour 60 centimes de l'heure !

– A BAS LA REFORME HABY

– A BAS L'ECOLE DES PATRONS

– VIVE LES LUTTES CONTRE LA SELECTION ET LA REPRESSION

– A BAS L'EXPLOITATION DES JEUNES APPRENTIS.

La JCMLF est de plus en plus présente au sein de la jeunesse des quartiers populaires. Elle popularise et participe à leurs luttes : celles des jeunes de Corbeil sauvagement torturés par les flics dans un commissariat, celle des jeunes de la Paillage à Montpellier...

Elle a aussi un rôle à jouer dans les loisirs ! Elle organise des week-ends de sports et de détente dans certaines régions. Des stages de vacances à la campagne chez les paysans.

Au-delà des luttes immédiates, la JCMLF s'emploie à montrer que l'aspiration ardente des jeunes à un monde nouveau est réalisable : la JCMLF popularise dans la jeunesse l'histoire et le présent de la révolution socialiste en France et dans le monde.

Partout où des jeunes sont exploités, partout la JCMLF sera présente.

La direction nationale de la JCMLF

«La Jeune garde rouge» est le journal central de la JCMLF

Il parait tous les mois

(PRIX : 2 F)



La JCMLF a organisé au mois d'octobre deux fêtes régionales de la jeunesse en lutte. La première à Montpellier, la seconde réunit plus d'un millier de personnes à Saint-Brieuc (notre photo : le fest-noz) (Photo HR).

Culturel

La guerre des étoiles

Derrière le rêve, de sombres projets

Après le Parrain (1974), Les Dents de la mer en 1976, voilà que le cinéma américain impose à grand renfort de publicité une autre superproduction : La guerre des étoiles. Recette prévue pour les Etats Unis uniquement : 100 millions de dollars.

Le réalisateur, George Lucas, a prétendu que son but en faisant ce film était de «réaliser un film à ce point ancré dans l'imaginaire que les spectateurs abandonneraient les graves problèmes de leur vie quotidienne. En d'autres termes, deux heures durant, ils oublieraient».

La plupart des critiques ont salué le film comme «une fantaisie mythologique», «une joyeuse récapitulation de l'héritage hollywoodien» où le sujet est pratiquement inexistant et où tout consiste dans les trucages.

En réalité, il n'en est rien.

L'action de ce film de science fiction se situe curieusement dans le passé, pour paraît-il, ajouter au dépaysement total du spectateur.

Il y a quelque millions d'années, dans une galaxie lointaine, un tyran a pris le pouvoir et supprimé la démocratie. Les forces du Mal ont vaincu les forces du Bien. Grâce à ses pouvoirs spéciaux que lui donne la Force, puissance suprahumaine, et à un robot qu'elle réussit à envoyer dans l'espace, la princesse alerte un vieux sage qui convainc un jeune propriétaire qui exploite par ailleurs ses ouvriers de partir avec lui dans un voyage interplanétaire pour renverser la dictature du Mal.

Après des péripéties diverses : duels à l'épée au laser, des poursuites dans l'espace, les dits démocrates réussissent grâce à une faille technique de la planète du tyran et grâce au courage du héros, à détruire cette planète.

Cela tient du western, avec son mercenaire qui devient bon à la fin du roman de cape et d'épée, du film de guerre aussi et les trucages sont parfaits. A première vue, certaines scènes ne manquent pas d'humour et le film réussit à divertir les spectateurs parmi lesquels de nombreux enfants. Il en est d'autant plus dangereux.

Car il est loin de constituer un pur divertissement et le sujet est loin d'être innocent. Il s'agit en effet de la lutte du Bien et du Mal définis comme deux concepts de toute réalité et de toute pratique, le Bien étant donc assimilé à ce que la tradition occidentale en entend, la «démocratie» n'ayant pour modèle que la démocratie des USA, c'est à dire de la dictature de la bourgeoisie américaine. Le conseil militaire de la planète du Mal par exemple, est opposé au Sénat plus libéral, comme le Pentagone au Sénat américain.

Il s'agit d'autre part d'un combat entre deux adversaires où seuls comptent les perfectionnements techniques de l'un ou de l'autre et où le Bien triomphe grâce à des pouvoirs surnaturels que le héros doit à la Force.

Les hommes sont totalement absents du film. Les «démocrates» constituent une super-race de super-héros, grands et blonds. Tout le film plonge dans l'idéalisme et le racisme les plus primaires, avec de plus l'exaltation de la technique.

La dernière scène du film est d'ailleurs une réplique exacte du film de propagande nazie «Le triomphe de la volonté» de Leni Riefenstahl : les deux héros du film s'avancent en grande pompe pour être décorés par la princesse comme autrefois Hitler et Himmler à Nuremberg.

Une leçon de métaphysique

Lucas connaît ses classiques et tire son chapeau à ses maîtres à penser. Si deux heures durant le spectateur peut effectivement oublier la réalité, c'est-à-dire le chômage, les bas salaires, l'exploitation dont il est victime, il n'en est pas moins que le film n'en reste pas là et a pour but de lui dicter, malgré ses apparences de gratuité, de pur jeu, une attitude face à cette réalité, il lui inculque subtilement une leçon de métaphysique, de racisme, de soumission à des forces extranaturelles et à des puissances techniques face auxquelles il ne peut rien. L'homme n'a qu'à se laisser balloter par ces puissances et se laisser gouverner sans mot dire.

Pierre DELAUBE

Un organe de lutte pour les musiciens est né : COMBAT MUSIQUE

Animé par des musiciens progressistes la revue Combat Musique a publié son deuxième numéro en Octobre. Son but comme le proclame l'éditorial de ce numéro est d'aider le musicien professionnel à s'organiser et à lutter pour ses revendications en cette période de grave crise du système capitaliste qui touche particulièrement la profession.

Mais Combat Musique s'adresse aussi au musicien amateur ou au mélomane.

Au sommaire du No 2 un important article sur musique et politique dans la lutte des Noirs américains, la victoire des professeurs de l'École de musique municipale de Conflans Sainte-Honorine pour la mensualisation, une augmentation de salaire et une diminution des tarifs d'inscription pour les élèves, le problème de la sécurité sociale pour les musiciens, la conception de l'enseignement dans les écoles de musique, etc.

Pour tout renseignement et abonnement s'adresser à Mme SIMONIN - 31, rue du Clos, 75020 Paris.

Télévision

TROIS EMISSIONS SUR LA SANTE MENTALE

Durant trois émissions télévisées, Karlin, a cherché à mieux faire connaitre la maladie mentale et les problèmes psychiques d'enfants, d'adolescents ou d'adultes. Il a également présenté ses propres thèses sur les causes de ces maladies mentales.

A trois reprises et pendant plus de deux heures à chaque fois, on a pu entendre Karlin s'entretenir avec des gens de tous les âges dont un certain nombre étaient malades mentaux et on a constaté un fait important : il n'y a pas une barrière absolue du point de vue de la communication entre eux et nous. Karlin estime à juste titre qu'il est possible de connaître et de comprendre ceux qu'on présente comme «fous». Il s'est toujours efforcé de partir du désir de vouloir communiquer avec eux et chercher à connaître leurs problèmes.

Même avec certains grands malade, il a su établir d'une façon étonnante un contact.

Il est arrivé à ce que pendant de courts moments un malade plongé d'habitude dans le mutisme ou dans un profond délire lui fasse part de ses pensées intimes.

Il n'y a donc pas de barrière de communication infranchissable entre ces malades mentaux et nous : C'est le mérite principal de ces émissions et c'est la raison pour laquelle elles ont pu passionner des travailleurs avides d'apprendre des choses sur les maladies mentales.



Famille et Société

Karlin a toujours rapporté les causes des problèmes et des maladies mentales à des problèmes purement familiaux. Certes la vie familiale a sur ce plan une grande importance ; encore plus grande dans les premières années de l'enfance où l'individu est encore peu autonome et où les liens familiaux représentent, au moins sur le plan affectif, une grande part de ses rapports sociaux. Mais la famille n'est pas indépendante du reste de la société. C'est au contraire l'une des institutions dont se sert celle-ci pour inculquer aux individus, tous particulièrement dans leur petite enfance où ils sont plus malléables, son idéologie dominante. Si la famille est donc le siège d'un grand nombre de contradictions, il faut aussi les replacer dans l'ensemble de la société qu'a très peu fait Karlin. De même il s'est trop peu intéressé aux conditions de vie et de travail qui interviennent pourtant dans les troubles mentaux.

La maladie mentale : existe-elle pour Karlin ?

C'est aussi la question qu'on pouvait se poser après ces émissions. Tout en nous montrant certains grands malades mentaux il a par ailleurs constamment gommé la différence entre ceux qui sont malades et ceux qui ne le sont pas.

Pourtant il y a bien des handicapés profonds, des grands délirants incapables de vivre de façon autonome.

Vouloir comprendre la maladie mentale ne veut pas dire effacer toute frontière entre elle et l'état dans lequel se trouvent la plupart des gens. Certes le problème de la nature et des causes de la maladie mentale est extrêmement complexe.

Il fait intervenir l'activité du cerveau, donc des facteurs biologiques et sur cette base matérielle un fonctionnement psychique étroitement dépendant aussi des facteurs sociaux, notamment des rapports au sein de la famille, elle-même étroitement influencée par la société. On ne peut reprocher à ces émissions de n'avoir pas donné «la solution» mais il est dommage qu'elles aient laissé les télespectateurs sur leur faim en n'abordant pas toute la complexité de ce problème alors qu'elles durent plus de sept heures.

Jean Nestor

Culturel

«DES TRAVAILLEURS AUX PIEDS NUS»

par les travailleurs de l'IMRO (1)

Rappelons-nous... En décembre 1974, trois semaines après l'échec de la Néogravure, 30 salariés de l'Imprimerie Rouennaise - l'IMRO - devaient être licenciés, soit près du tiers de l'effectif ouvrier. C'est le début d'une longue, d'une magnifique lutte. Sur deux fronts : contre les patrons imprimeurs d'un côté, contre la direction de la CGT de l'autre. Menée avec le même courage, la même détermination.

Et cette lutte, les travailleurs de l'IMRO décident de la raconter. Ils se mettent à l'ouvrage, durant tout le mois d'avril 77. Et ils nous offrent un bouquin extraordinaire, dense, plein de vie, qui se lit avec passion. Les petits détails fourmillent, de ces petits détails qui jalonnent quotidiennement une lutte, et qui en disent bien souvent beaucoup plus que de beaux discours abstraits sur le prise de conscience des travailleurs, sur les paliers qu'elle franchit. De ces petits détails dans lesquels se reconnaît l'ensemble de la classe ouvrière, parce qu'elle les vit, elle aussi, quotidiennement. Lisez : vous rirez ou vous vous indignerez aux mêmes endroits qu'ont ri ou se sont indignés les copains de l'IMRO.

De rire, de s'indigner aux mêmes moments rend d'autant plus attentifs lorsque les choses dites deviennent fondamentales, essentielles. Et les travailleurs de l'IMRO ont une masse de choses sérieuses à dire, à nous apporter. Un article ne peut les résumer : nous pensons même qu'il ne doit pas le faire. Tant sont rares de tels écrits de lutte qui en abordent tous les aspects.

Comme ceux de Lip, ceux de l'IMRO ont un passé : revendications salariales en avril 68, occupation en mai 68, premières frictions avec les bonzes syndicaux de la FFTL-CGT*, «les gants blancs».

Pourtant les responsabilités syndicales ne sont pas refusées : de nombreux IMRO militent au sein du Comité syndical de la 22ème section du livre CGT. Sur cette attitude, l'explication revient plusieurs fois : il ne suffit pas de dénoncer une mauvaise direction syndicale, les syndiqués sont responsables des structures qu'ils se donnent. C'est pourquoi, jusqu'au bout, la lutte sera également menée à l'intérieur de la CGT. Lutte de deux lignes : celle de ceux qui veulent un syndicat de classe et de masse contre la ligne des capitulards, des tenants de la collaboration de classe. Dans les pages où il est abordé les questions de la restructuration de l'imprimerie (le fameux plan Lecat et ses équivalents allemand et anglais) est du même coup dénoncé le caractère erroné du slogan de la FFTL *«Rapatriez les travaux donnés à l'étranger»* — et en termes très concrets. Pourquoi, par exemple, la FFTL a accepté que Lang imprime des catalogues allemands, alors que les travailleurs allemands étaient en grève ?

Passionnante aussi et enrichissante la façon dont les travailleurs de l'IMRO ont compris que leur bagarre était délibérément sabotée par la FFTL, et de quelle façon odieuse, «infecte».

Alors, baissent-ils les bras ? Non, ils font tout le contraire. La sortie du livre en est une preuve — et la progression constante de l'élévation de leur niveau de conscience. «Lutter au niveau syndical ne suffit plus car il nous faut un débouché politique à nos luttes».

«Conclure, nous ne le ferons pas car aujourd'hui il faut que d'autres mains se tendent pour empoigner nos armes et que d'autres travailleurs se lèvent pour réaliser et vivre avec nous nos espoirs».

Le meilleur moyen de répéter notre soutien aux camarades de l'IMRO est de faire connaître largement leur livre. La première édition est de 3 000 exemplaires. Il faut qu'il y en ait une seconde, plusieurs autres. Nous avons, tous, beaucoup de choses à apprendre des grévistes de l'IMRO. Certes, des points peuvent nous sembler peu clairs ; nous pouvons ne pas être toujours d'accord avec telle ou telle position. Alors nous nous devons de leur dire. Une autre preuve de solidarité est de leur écrire. L'adresse est la suivante : IMRO en lutte, 102 rue Saint-Hilaire, 76000 Rouen.

Joël FABIEN

(1) Aux éditions Fédérop — 40 F — Disponible à la librairie «les Herbes sauvages» 70 rue de Belleville 75020 Paris.

*Fédération française des travailleurs du livre.

La composition de cette affiche a fait l'objet d'un débat, voir page 290 et suivantes du livre



Conférence internationale à Alger

La culture : un terrain de lutte anti-impérialiste

Parmi les agressions impérialistes contre lesquelles luttent les peuples et les pays du tiers monde, il en est une plus subtile, plus sournoise, moins ouvertement agressive que les guerres impérialistes, la mainmise économique ou le contrôle politique, il s'agit de l'agression culturelle.

L'exemple caricatural mais non moins vrai des élèves noirs des colonies françaises auxquels on enseignait il n'y a pas si longtemps, l'histoire de *«leurs ancêtres les gaulois»* montre à quel point les colonisateurs et les impérialistes tentent d'effacer toute culture et histoire propres chez les peuples colonisés, de les soumettre à des modèles culturels qui leur sont étrangers.

Un matraquage culturel

Aujourd'hui les mêmes feuilletons télévisés, avec tout ce qu'ils comportent d'aliénation, de louanges de l'impérialisme, de mépris des masses et des peuples du tiers monde, sont vus par les téléspectateurs des pays industrialisés aussi bien que par ceux de Lima, de Rabat, de New Delhi ou d'ailleurs.

La publicité, les chansons, le cinéma, les bandes dessinées, la technologie, conçus dans les pays impérialistes imposent leur propre mode de pensée au tiers monde.

Les agences de presse internationales transmettent à ces pays les nouvelles qu'elles choisissent, avec leur propre point de vue. Il n'y est jamais question des luttes des peuples pour leur indépendance ou du prolétariat pour la révolution si ce n'est du point de vue des impérialistes et des exploiteurs. Que penser en effet de la guerre de libération nationale des peuples d'Indochine vue par les agences de presse américaine ou de l'occupation de la Tchécoslovaquie vue par l'agence soviétique Tass ?

Ce sont ces thèmes qu'a abordés la Conférence internationale sur *«l'impérialisme culturel et la résistance culturelle»* qui a réuni 130 délégués du tiers monde, des pays socialistes et des mouvements de libération du 11 au 15 octobre à Alger.

Lutter contre l'impérialisme culturel

La Conférence a dénoncé la domination culturelle qui vise à asservir les peuples en les détournant de leurs traditions historiques, en les dépossédant de leurs langues, de leurs facultés créatrices pour les intégrer dans un système de valeurs aliénant qui prépare l'agression politique, économique et militaire.

Elle a également analysé les expériences de résistance et de lutte anti-impérialiste sur le front culturel.

Les représentants ont stigmatisé l'imposition de modèles culturels porteurs de dogmes politiques, de conceptions économiques, de schémas sociaux élaborés pour servir les intérêts de la puissance dominante.

Au niveau même du mode de pensée, un des représentants a dénoncé que *«des concepts comme "développement" ou "modernisation" s'articulent sur un mode et des indicateurs confectionnés»* par les puissances impérialistes. Le développement est ainsi assimilé aux investissements étrangers et il n'y a de modernisation que celle qui tend à bâtir des modèles de société calqués sur les sociétés des métropoles impérialistes.

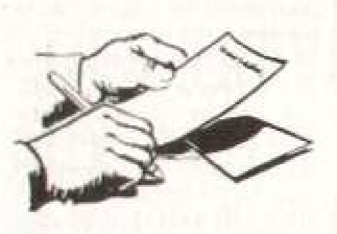
Les méthodes d'alphabétisation par télévision ont également été dénoncées comme un mécanisme pour faire se plier les mentalités au modèle de société imposé par l'impérialisme.

La déclaration finale de la conférence recommande de *«renforcer le front anti-impérialiste dans le domaine de la culture et de créer un centre de documentation consacré à l'étude des mécanismes de domination culturelle»*.

Pierre DELAUBE

La lutte contre l'impérialisme culturel existe aussi dans les pays où travaillent des immigrés du tiers monde. Ici, à la fête de l'unité de la Sonacotra, des travailleurs immigrés de plusieurs pays d'Afrique dansent comme dans leurs pays (photo Images du Peuple)





Les lecteurs ont la parole

Deux lecteurs* nous ont écrit à propos de l'article sur le cancer, (bimensuel No 16) apportant une contribution sur la lutte contre le cancer en système capitaliste et en système socialiste, aspect que volontairement nous n'avions pas abordé.

«*Les lecteurs expliquent** pourquoi le cancer est devenu la maladie dangereuse numéro un : parce que d'autres maladies comme le typhus et la variole sont devenues moins dangereuses dans beaucoup de pays.*

«Dans le procès de la lutte que les hommes mènent contre les maladies, la gravité relative de quelques maladies diminuent, tandis que d'autres prennent de l'importance dans la mesure où le poids des premières diminuent». *Mais* «le jour où une maladie représente un grand danger pour l'humanité, c'est en même temps le moment où commence la lutte pour la vaincre». (...)

L'idéologie de la peur du cancer (si c'est le cancer, ce n'est pas guerrissable, si c'est guérrissable, ce n'était pas le cancer), sert à camoufler que ce ne sont que les riches qui peuvent se payer la prophylaxie, de se faire soigner correctement.

En Chine socialiste, la recherche contre le cancer se fait dans une liaison étroite entre la population et les spécialistes, la prophylaxie et la thérapie se font en collaboration avecles entreprises, les écoles, les cliniques, on combine la médecine occidentale avec la médecine traditionnelle chinoise et les médecins luttent contre le cancer en s'appuyant sur la conscience des malades, sur leur volonté de lutter pour leur guérison (...).

Dans les pays capitalistes ou même on développe des méthodes de guérison, même si on construit des appareils hautement spécialisés, c'est seulement une partie de la population qui en profite et les malades restent à la merci des spécialistes, qui eux, décident de leur sort (...).

Une lectrice

Notes : *(1) Il n'y a aucune indication de provenance dans les deux lettres.
*(2) Voir la revue chinoise «Dialectique de la nature».
*(3) En système capitaliste.

Pour un syndicalisme révolutionnaire

A propos de l'éditorial ouvrier «*Il nous faut des syndicats indépendants des partis bourgeois*», du bimensuel No 15, un ouvrier de l'usine Caravélair à Tournon (Ardèche) nous fait remarquer que«*on peut parler de syndicat de lutte de classe mais pas révolutionnaire. Car si nous reprochons à juste titre que les partis PS et PC imposent leur ligne politique dans la CGT et la CFDT, certains travailleurs de notre usine nous disent que nous, de notre côté, c'est notre ligne que l'on veut imposer dans les syndicats. Parler ainsi de syndicat révolutionnaire peut confirmer chez nos camarades de travail le point de vue qu'ils ont.*»

Tout d'abord les dirigeants du PCF et du PS imposent dans les syndicats une ligne politique *BOURGEOISE* et non une ligne prolétarienne. C'est la nature de classe de la ligne politique qui est la question fondamentale. Ensuite, ils l'imposent *bureaucratiquement*. Nous de notre côté, nous nous battons pour que soit respectée la démocratie syndicale, pour que ce soit l'ensemble des travailleurs qui donne son point de vue sur les actions à mener contre les capitalistes.. et non pas une poignée de responsables seulement.

Les marxistes-léninistes dans les syndicats *n'imposent pas leur point de vue*, mais ne cachent pas non plus leur drapeau. Ils usent de la discussion et de la persuasion. Ils combattent les idées répandues par la bourgeoisie (de droite et de «gauche»). Ils offrent des perspectives révolutionnaires aux travailleurs, en précisant bien que la révolution sera l'oeuvre des masses elles-mêmes et non de quelques spécialistes.

L'objectif d'un syndicat, qui se veut le défenseur de la classe ouvrière c'est l'abolition du patronat et du salariat.

La lutte de classe c'est la lutte contre TOUTE la classe bourgeoise. Selon Marx « *toute lutte de classe est une ligne politique.* ». Un syndicat n'est jamais «apolitique» ou «neutre», il sert les intérêts d'une classe contre une autre, il sert le camp de la révolution ou celui de la contre-révolution. Le syndicat est une arme indispensable pour mobiliser les masses dans le sens de la révolution et à ce titre il est juste de dire qu'il *faut un syndicat révolutionnaire.*

S.L



No 21

La Faucille

llions de têtes
-fleurs détruits
é c'est le régime capitaliste !

Ille-et-Vilaine
200 agricult
expulsent
un cumula

«La faucille» au comice de May

La faucille parait tous les 15 jours

Passez vos commandes à La Faucille BP 258 75866 Paris Cedex 18

ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	420 F

Une grande campagne d'abonnement aux revues chinoises

ENTRETIEN AVEC LES EDITIONS DU CENTENAIRE

Comme en 1975, les Editions du Centenaire (E-100) lancent une grande campagne pour l'abonnement aux périodiques chinois. Mais cette année, cette campagne doit avoir une ampleur plus grande. Nous avons demandé des précisions aux responsables de E-100.

HR : Pourquoi lancer maintenant une grande campagne pour les périodiques chinois ?

E-100 : C'est avant tout l'état actuel des abonnements qui nous y amène. Pour toute la France, il y a environ un abonnement pour 5 000 personnes. Dans le Sud-Ouest, cette proportion est encore plus faible. Cela n'est vraiment pas beaucoup, surtout quand on sait que dans les pays scandinaves, par exemple, il y a un abonnement pour mille personnes. Alors, il nous faut faire des efforts.

HR : Les camarades chinois attribuent-ils beaucoup d'importance aux abonnements ?

E-100 : Oui, énormément, et ils nous en ont beaucoup parlé au mois d'août dernier, quand nous avons été en Chine à l'invitation de Guozi Shudian. Pensez qu'ils n'éditent pas moins de cinq périodiques, à notre intention, alors que la Chine est un pays du tiers monde, en voie de développement. Ils nous ont expliqué aussi qu'un nombre important d'abonnés permettrait de combattre efficacement une éventuelle interdiction de certains périodiques. Quand, en 1968, La Chine et La Chine en construction ont été interdits par le gouvernement français, des abonnés ont protesté, et cela a contribué à faire lever l'interdiction.

HR : En plus, chaque lecteur a intérêt à être abonné...

E-100 : Bien sûr ! Outre le prix moins élevé, l'abonnement permet au lecteur d'être régulièrement informé sur ce qui se passe en Chine, sur sa politique dans tous les domaines. Et pas seulement pour son plaisir personnel ! On peut prêter des numéros aux travailleurs de son entourage, les afficher dans sa boîte, les montrer à tous ceux qui se posent des questions sur la Chine. Etre abonné, cela donne des armes pour répondre mieux aux attaques antichinoises qui se déchaînent actuellement dans la presse.

HR : Et que comptez-vous faire pour développer les abonnements ?

E-100 : Nous voulons faire plus qu'en 1975. Surtout, nous voudrions que chaque ami de la Chine, chaque lecteur d'une revue chinoise, chaque abonné prenne lui-même en main le développement des abonnements, en s'abonnant ou en se réabonnant lui-même, d'abord, bien sûr, mais aussi en proposant l'abonnement à des bibliothèques, à des comités d'entreprise, à des documentalistes de lycées, en faisant abonner ses copains de boulot, en offrant des abonnements pour les fêtes, etc. Nous voudrions que chacun se sente concerné par la campagne d'abonnements.

De notre côté, nous tenons une exposition sur «La Chine à travers sa presse», à Culture-diffusion, 68, rue de Belleville, à Paris.

Partout où nous faisons des tables de vente, nous mettons spécialement l'accent sur les abonnements.

Notre objectif : 800 nouveaux abonnements d'ici deux mois.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souscris un abonnement d'un an à

Pékin Information - Hebdomadaire	21 F
La Chine en construction - Mensuel	14 F
La Chine - Mensuel	17 F
Littérature chinoise- mensuel	17 F
Commerce extérieur -trimestriel	14 F

Cochez la ou les revues désirées.

Nom ....
Prénom ....
Adresse ....
Ci-joint la somme de ....

A remplir et à renvoyer à E-100 - 24, rue Philippe de Girard – Paris 75010



LITTERATURE CHINOISE

1977 I



Premier novembre 1954



LE PEUPLE ALGERIEN PREND LES ARMES !

1954 était une année noire pour l'impérialisme français. Le 7 mai, c'était la chute du Dien Bien-Phu, démontrant que la guerre du peuple était invincible. Le 17 juin, Pierre Mendès-France devenait premier ministre et le 6 juillet, dans «l'Humanité», Léon Feix reprochait au mouvement nationiste algérien, le MTLD, de ne pas lui faire confiance : n'allait-il pas signer le cessez-le-feu en Indochine, reconnaître le principe de l'autonomie de la Tunisie ? Pourtant, le 17 octobre, à Oran, François Mitterrand déclara que «de toute manière, la présence française sera maintenue en Algérie». D'ailleurs, l'Algérie n'était ni le Vietnam, ni la Tunisie, on avait oublié le massacre de Sétif de mai 1945, qui avait fait plus de 40 000 morts...

Que pouvait-on craindre ? Le PCF n'avait-il pas proclamé que *«ceux qui réclamaient l'indépendance de l'Algérie étaient les agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme.»* en janvier 1949, son homologue algérien, le PCA n'avait-il pas refusé le mot d'ordre d'indépendance ? Plus près de là, les sept morts algériens du 14 juillet 1953, lors du traditionnel défilé Bastille-Nation étaient eux aussi oubliés ?

Alors la trentaine d'attentats des patriotes algériens de la nuit du 31 octobre-1er novembre, provoquait à tous les niveaux la surprise générale, la stupéfaction puis l'inquiétude. Elles venaient de l'étendue du mouvement, sur un front de 1 400 km, d'Oran à la frontière tunisienne : étendue qui supposait une coordination précise, donc une organisation puissante. Pour les organes gouvernementaux en Algérie, du gouverneur général au commandant en chef, l'action si remarquablement coordonnée ne pouvait être que dirigée de l'étranger, plus précisément du Caire. D'ailleurs, n'était-ce pas Radio-Caire qui, dès les premières heures de la matinée, avait annoncé la série d'attentats, accompagnés de détails sur les lieux et les circontances ? Et de la droite à la «gauche», on va s'efforcer à la fois de minimiser les évènements, et de leur ôter toute signification de lutte contre le colonialisme, l'impérialisme français.

Le 3 novembre, le PCA demande la *«recherche d'une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie sans distinction de race, de religion et qui rendrait compte des intérêts de la France.»* Le 5, Mitterrand, ministre de l'Intérieur, déclare *«l'Algérie, c'est la France, (...) la seule négociation, c'est la guerre».* Le 9, le bureau politique du PCF proclame : *«En de telles circontances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le PCF qui ne saurait approuver de recourir à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et la défense de ses droits».* Il estime que la politique française *«tend à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain».*

Le 24 novembre, François Mitterrand affirme : *«Nous voulons que le peuple algérien soit de plus en plus intégré dans la nation française, et c'est parce que nous ne pouvons admettre qu'il s'en sépare que nous recourons à la force, comme dernier moyen pour maintenir l'unité nationale.»*

Le 1er décembre, les premiers renforts français embarquent...

Pendant huit années, ils seront suivis de plus de trois millions de jeunes français. Ils ne verront jamais le PCF ou la CGT arrêter les trains ou les navires et quand les trains s'arrêteront (en 1956 surtout, lors de l'affaire des rappelés), PCF et CGT refuseront d'y voir quoi que ce soit d'important. Mieux, ils s'efforceront de taire les noms de F. Yveton, Maillot, Liecuti, et de dizaines d'autres authentiques communistes.

Mais le peuple algérien, dirigé par le FLN, se lèvera en masse et conquerra son indépendance !

Joël FABIEN